

# Besprechungen = Comptes rendus

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **63 (2013)**

Heft 1

PDF erstellt am: **22.07.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

*Schweizergeschichte / Histoire suisse*

«**Quelle régulation? Normes, justice et violences du Moyen Age à l'époque contemporaine**», in *Rives méditerranéennes*, n° 40, 2011, 166 p.

*Rives méditerranéennes*, revue de l'UMR TELEMME (Unité Mixte de Recherche CNRS-Université de Provence), consacre son quarantième numéro au thème de la justice. Certains des articles qui y figurent sont la version écrite de communications présentées lors des journées d'étude «Figures et expression de la régulation. Echelles, dynamiques, pratiques» et «Normes, violences, régulations», organisées par l'UMR TELEMME, qui se sont déroulées à la Maison des Sciences de l'Homme d'Aix-en-Provence, respectivement en 2009 et 2010. A ce corpus de six articles ont été ensuite intégrées, dans les *Pages jeunes chercheurs*, les contributions de deux doctorants.

Ce numéro de *Rives méditerranéennes* se propose de remettre en question le paradigme d'une justice symbolisant la civilisation et d'une violence étant synonyme de destruction du corps social; et cela en interrogeant «la capacité des institutions judiciaires à embrasser l'ensemble des outils de régulation sociale mais également à parvenir à contenir la violence» (quatrième de couverture). La thématique est abordée depuis plusieurs angles, dans trois espaces géographiques (France, Espagne et Italie) et pour trois périodes (deux articles portent sur le Moyen Age, quatre sur l'époque moderne et deux sur l'époque contemporaine) différents.

Dans son «Avant-propos», C. Regnard résume brièvement, mais de manière très efficace, les lignes directrices de cette publication collective, en mettant également en lumière les principaux apports des contributions, dont elle identifie la richesse surtout dans la capacité à montrer l'existence d'un «espace irréductible d'instrumentalisation ou de résistance aux normes morales, légales ou policières permettant d'éviter les voies de la régulation ou du contrôle proposées par l'Etat» (p. 10).

L'ouverture est confiée à L. Verdon, qui se propose de mettre en lumière les convergences de l'historiographie française en matière de violence – un des moteurs du renouvellement de l'histoire politique bas-médiévale – pour illustrer les nouvelles interprétations des dynamiques du lien social, considéré comme un des éléments majeurs dans la production de l'ordre politique.

Avec L. Faggion, on entre ensuite dans des cas d'étude plus spécifiques. A partir de l'analyse d'actes notariés produits dans le territoire de Vicence entre 1536 et 1564, L. Faggion s'interroge sur les pratiques de négociation et d'accommodement. La perspective d'analyse adoptée se veut large afin de prendre en considération les multiples facteurs en jeu. Parmi les nombreux éléments intéressants de cette recherche, on relèvera le constat de l'existence d'un «pluralisme judiciaire» (p. 38), qui offre aux acteurs une série de possibilités pour la résolution des conflits.

Avec N. Vidoni on plonge dans le Paris des années 1740–1760. L'auteur aborde le paradigme du «processus de civilisation» sous l'angle de la police



(p. 43). Dans le dernier tiers du siècle, Paris est considérée comme une ville pacifiée, mais cela au prix d'un contrôle policier peu apprécié par la population, qui finit par moduler ses comportements sur la peur que la police lui inspire. La population intègre le fait que la police est consciente de ce qui se passe, ce qui conduit à une normalisation des comportements, c'est-à-dire à une «civilisation» (p. 65).

Une approche très spécifique est choisie par H. Plant qui se focalise sur l'injure, définie comme un «marqueur social» (p. 67). L'auteur rappelle avant tout l'importance de ne pas limiter l'étude de la justice d'Ancien Régime à la sphère criminelle, qui ne représente que la «partie émergée de l'iceberg judiciaire» (p. 68), mais d'y intégrer le civil, l'infrajustice et les justices subalternes (l'injure est jugée aussi bien en civil qu'en criminel). Le croisement des sources permet d'éviter des lectures unilatérales et faussées. Les modalités du recours à la justice en matière d'injure sont complexes: d'une part les justiciables profitent de l'ambiguïté de cette notion pour choisir les modes de résolution du conflit, d'autre part, leur liberté n'est pas complète parce qu'elle doit s'articuler avec les buts de l'institution.

En abordant le thème des attentats aux mœurs dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle, C. Regnard propose une réflexion fort intéressante sur l'interprétation des sources. L'auteur relève l'écart entre la criminalité réelle et la criminalité jugée, ce qui constitue une difficulté majeure pour les recherches sur la violence. C. Regnard conclut en soulignant comment l'histoire du droit n'est jamais indissociable de l'histoire des représentations et que donc «les statistiques de la justice ne peuvent être lues comme le simple reflet d'une anomie grandissante à laquelle la sanction légale viendrait s'opposer» (p. 106).

Avec A. Nuq, on change radicalement de période et de contexte, en se déplaçant à Barcelone et Valence dans les années 1940–1950. Son étude se focalise sur les tribunaux des mineurs des deux villes, dont l'activité s'insère dans une sorte de «croisade morale» visant à réformer les mœurs des jeunes et des familles (p. 122). À travers cette analyse, l'auteur veut comprendre le rôle de la justice dans un Etat dictatorial aux prises avec un processus de régulation sociale. Différents thèmes sont abordés, parmi lesquels la jeunesse, le genre, la déviance et l'éducation. A. Nuq identifie dans les jeunes filles et les familles des couches populaires la cible principale de ces tribunaux, observe la prépondérance de la morale sur les considérations d'ordre politique et souligne la collaboration entre Etat et Eglise dans cette activité de contrôle et d'éducation. Quant à l'intériorisation effective des normes véhiculées, l'auteur relève des signes indiquant une progressive moralisation, des signes qui seraient tout de même moins nombreux que ceux qui témoignent de résistances envers ces normes. Au sein même des familles on peut trouver de grandes divisions avec un mari résolument contre la religion et, au contraire, une femme pieuse. Ce bilan nuancé contribue à montrer la complexité d'une société espagnole qui porte encore les marques de la guerre civile et qui est caractérisée par des phénomènes typiques de la modernité, comme la diffusion des idées socialistes et la sécularisation, surtout dans certains milieux urbains.

La publication réserve enfin un espace à deux jeunes chercheurs. C. Carlon traite de l'enquête menée par Leopardo da Foligno, pour le compte de Robert d'Anjou, sur les abus et les usurpations de la part d'officiers dans la baille de Moustiers en Provence, durant les années 1331–1333. Le contenu de l'article



découle d'un mémoire de master 2 s'insérant dans un projet plus vaste d'édition de l'enquête de Robert d'Anjou (projet *Leopardus*). Cette contribution se focalise sur une nouvelle forme de violence: les abus dans l'administration; un phénomène qui apparaît dans la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle et qui accompagne la genèse de la structure étatique moderne.

Le dernier article, signé par J. Saint-Roman, est consacré aux ouvriers de l' Arsenal de Toulon dans les années 1760–1820. L'auteur analyse la construction de l'identité sociale, politique et culturelle des travailleurs toulonnais dans un monde bouleversé par les mouvements révolutionnaires, en se demandant de quelle manière se forme une classe ouvrière au tournant de la Révolution française et si cette dernière y joue un rôle. La tâche s'avère ardue et les conclusions sont nuancées: l'identité maritime de ces travailleurs est indéniable, mais nourrie d'influences diverses; quant à la conscience politique, elle est souvent confuse car «soumise au poids de la tradition, de la hiérarchie et surtout des événements» (p. 161).

Il est bien sûr difficile de proposer des conclusions générales compte tenu de l'hétérogénéité des contextes et des périodes traités, mais on retiendra tout de même la volonté commune, exprimée et concrétisée, de renouveler le regard sur la justice au fil des siècles. Une thématique qui ne peut être comprise qu'en étant abordée par une approche vaste et des perspectives diversifiées, et cela en phase avec l'historiographie la plus récente, qui propose des descriptions plus complexes des sociétés anciennes. Les auteurs, comme C. Regnard et N. Vidoni, témoignent de cette complexité, entre autres en maniant avec plus de prudence les sources et en croisant différents champs d'analyse, comme par exemple ceux de la justice, des sensibilités et des représentations.

*Marco Schnyder, Genève*

Schnyder, Marco: **Famiglie e potere. Il ceto dirigente di Lugano e Mendrisio tra Sei e Settecento**. Bellinzona, Casagrande, 2011, 407 p.

Avec cet ouvrage issu de sa thèse de doctorat, l'historien Marco Schnyder a fourni une contribution importante à l'histoire sociale et politique du Corps helvétique à l'époque moderne. Au centre de sa recherche se trouvent les familles de l'élite dirigeante de deux bailliages tessinois aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Par le choix de son objet, M. Schnyder place son travail à l'intersection de plusieurs domaines: histoire sociale et économique, avec l'étude des familles, de leurs patrimoines, des trajectoires de leurs membres; histoire politique au sens large, avec l'enquête sur l'exercice du pouvoir, mais aussi sur sa légitimation; mais aussi histoire religieuse, avec l'étude des couvents et des bénéfices ecclésiastiques, et histoire urbaine, avec celle des palais. De la même façon, la recherche joue de différentes échelles d'analyse, du micro, avec les luttes intestines pour le pouvoir dans les bailliages, au macro, à travers le rôle des autorités extérieures – cantons souverains et évêque de Côme: ce changement d'échelle est d'autant plus pertinent dans une région de frontière comme le Tessin, comme le montre l'auteur tout au long de son ouvrage. Cette capacité à se placer à l'intersection des champs disciplinaires se retrouve dans le positionnement historiographique, explicité dans l'introduction: aux travaux d'histoire sociale et politique sur le Corps helvétique et sur l'Italie vient s'ajouter l'historiographie, principalement sociale et économique, sur le monde alpin.

Le livre est divisé en trois parties. Dans la première, *Tensioni e comunicazione*, est présentée la «grammaire» qui permet de rendre intelligible l'univers



étudié. Le chapitre I étudie les espaces et les acteurs: les espaces, ce sont les bailliages de Lugano et Mendrisio, appréhendés sous l'angle de la géographie, de la démographie et de l'économie dans un premier temps, puis sous celui de l'architecture du pouvoir et en particulier des rapports entre les bailliages, pays sujets des XII cantons, et le souverain, représenté par un bailli, mais qui laisse une ample autonomie aux institutions locales. Quant aux acteurs, il s'agit des membres des élites des bourgs, pour lesquels l'auteur met en évidence le processus d'«aristocratisation» qui touche les bourgs tout comme le reste de l'Europe à la même époque. Dans le chapitre II, M. Schnyder s'intéresse aux luttes pour le pouvoir: il met en évidence les luttes dans les bourgs entre les familles associées au pouvoir et celles qui en sont exclues, en particulier au milieu du XVII<sup>e</sup> et à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais aussi entre bourgs et campagnes environnantes, ainsi que les rapports changeants avec les autorités supérieures, tantôt alliés, tantôt adversaires. Le chapitre III est consacré aux logiques sous-jacentes à ces conflits, autour de la nature, de l'appropriation et de la légitimation du pouvoir. L'auteur souligne l'importance de la coutume, la défense des privilèges et les stratifications internes, mais aussi l'arbitrage prudent des cantons; se fondant sur l'étude de discours datant de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, il étudie enfin la culture politique, qui s'exprime en particulier à travers les concepts de paix sociale, de vertu et de «bon gouvernement».

Dans la deuxième partie, l'auteur s'intéresse aux familles de la classe dirigeante et à leurs patrimoines – comme dans le reste du livre, il étudie en profondeur quatre familles de Lugano et Mendrisio. Le chapitre IV analyse les reproductions du pouvoir. L'auteur y montre très clairement le caractère transnational des élites: la formation est suivie en Italie du Nord, mais aussi dans les cantons catholiques du Corps helvétique; les membres des familles qui font une carrière ecclésiastique, dans le clergé séculier et régulier, sont parfois amenés à séjourner en Italie, ce d'autant plus que les bailliages de Lugano et Mendrisio appartiennent au diocèse de Côme; enfin, les familles concluent des alliances matrimoniales avec des familles de Lombardie et de Valteline, mais aussi des cantons catholiques. Le chapitre V est consacré à la transmission du patrimoine: si les familles étudiées ne pratiquent pas la primogéniture, une partie significative des biens reste indivise, avec la pratique du fidéicomis. Quant aux «investissements sacrés», les donations répondent à des obligations liées au prestige, à la charité, mais aussi à la dévotion, tandis que les cérémonies et les chapelles funéraires renvoient au statut social. Ce tableau social des familles dépeint ensuite les activités exercées et les patrimoines détenus par les familles, qui font l'objet des chapitres VI et VII. Si les familles appartenant au Conseil des bourgs s'éloignent des activités mercantiles et entrepreneuriales pour se dédier à la magistrature et à la terre, suivant en cela une évolution classique dans l'Europe moderne, l'auteur relève cependant les liens entre les familles émigrées, et en particulier celles dont les membres exercent une activité artistique, et les élites dirigeantes locales. Ces dernières se livrent à une véritable «course à la terre» et le pouvoir que cette dernière leur confère se matérialise à travers les demeures seigneuriales construites à la campagne, mais aussi les palais urbains – l'auteur analyse ici le mode de vie des familles et la décoration des palais. Autre source de revenu importante, le crédit est analysé dans le chapitre VIII. M. Schnyder en montre bien l'importance sociale et politique de par les liens de dépendance qu'il crée, ce d'autant plus qu'il s'agit fréquemment de prêts à longue échéance.



La troisième partie est dédiée aux liens – verticaux et horizontaux – tissés par les membres de l'élite. Le chapitre IX concerne leur *cursus honorum*: il s'agit d'une part des fonctions qu'ils occupent dans l'administration des bailliages, qui leur permettent de nouer des relations avec les élites des XII cantons, et dans les conseils municipaux, de l'autre des titres obtenus dans les cantons, des médiations et relations avec l'étranger, ou encore du service mercenaire. Titres et fonctions confèrent à ceux qui les détiennent un pouvoir, notamment de médiation, mais ouvrent aussi aux autorités souveraines un espace de communication avec leurs sujets. Le chapitre X, enfin, est consacré à la nature du pouvoir exercé par les familles de l'élite. Il consiste tout d'abord en un rôle d'arbitres, de médiateurs, de procureurs dans les conflits judiciaires et parajudiciaires, ou encore de protecteurs pour les habitants des campagnes. Le pouvoir se concrétise aussi à travers la fondation et la gestion de couvents, d'institutions caritatives, de confréries. Enfin, il se décline en rapports de clientélisme – les membres des élites pouvant être à la fois patrons pour les populations des bourgs et des campagnes et clients des autorités souveraines, par exemple à travers les rapports de parenté spirituelle avec les baillis suisses.

Il s'agit donc d'un ouvrage remarquable, aux analyses fines et nuancées, et qui se fonde sur des dépouillements d'archives intensifs et vastes à Lugano, Bellinzone, mais aussi Côme, Venise ou Milan, ainsi que sur des lectures riches. Trois thèmes nous semblent particulièrement intéressants: le caractère transnational des élites, la nature protéiforme du pouvoir et son caractère multidirectionnel. Quant au caractère transnational des élites, le livre montre de façon éloquente les liens que celles-ci entretiennent avec la Lombardie et les cantons: ce dernier point est particulièrement intéressant, car il s'oppose à une tradition historiographique condamnant l'époque des baillis et son *malgoverno* et suggère comment, à l'époque moderne, une appartenance politique du Tessin à la Suisse s'est développée. La nature protéiforme du pouvoir émerge de l'analyse des stratégies poursuivies par les familles: en effet, à côté du pouvoir formel se développe un pouvoir «informel» consistant en un rôle de négociation et de médiation, mais aussi en des droits de propriété et des rapports de crédit. Enfin, le pouvoir s'avère multidirectionnel: dans une société dépendant d'autorités extérieures comme celle des bailliages, les élites s'inscrivent également dans des relations de dépendance, dont elles tirent un pouvoir local; mais les sujets se révèlent également aptes à manipuler à leur profit les rapports de crédit, par exemple. À travers son étude, M. Schnyder met en évidence de façon magistrale et «de l'intérieur» le fonctionnement de la société d'Ancien Régime.

*Bertrand Forclaz, Fribourg*

Norberto Gramaccini: **Das Bildgedächtnis der Schweiz. Die helvetischen Altertümer (1773–1783) von Johannes Müller und David von Moos.** Basel, Schwabe Verlag, 2012. 498 S., Abbildungen.

Im Zentrum des hier anzuzeigenden Werks stehen die «Merkwürdigen Überbleibsel von Alterthümern an verschiedenen Orthen der Eydgenosschafft», die Johannes Müller, quasi-obrigkeitlicher Ingenieur und Geometer des alten Stadtstaates Zürich, im letzten Viertel des 18. Jahrhunderts veröffentlichte. Dieser Publikation war in verschiedener Hinsicht wenig Erfolg beschieden: nicht nur in wirtschaftlicher Hinsicht, weil die Nachfrage gering und der verlegerische Erfolg deshalb bescheiden war, sondern vor allem auch aus wissenschaftlicher Sicht: Das Werk hatte kaum Echo und geriet bald in Vergessenheit. Von den nachfolgenden



Generationen wurde es schnöde übergeben. So kritisierte etwa der Gründungsvater der Schweizer Kunstgeschichte, Johann Rudolf Rahn, in seinem Opus zur Schweizer Kunstgeschichte 1876 ein Jahrhundert später: die Abbildungen zeigten zwar «eine Reihe von mittelalterlichen Gegenständen», offenbarten jedoch «meist mehr Absonderliches als kunstgeschichtlich Bedeutendes», und seien vor allem «wie dies der damaligen Richtung entsprach, unkritisch zusammengestellt und stilistisch maniert in der künstlerischen Wiedergabe.» Der Berner Ordinarius für Kunstgeschichte, Norberto Gramaccini, legt nun in seinem grossformatigen und schwergewichtigen Band, erschienen im bzw. vorzüglich in Form gegossen durch den Schwabe Verlag, den Finger auf diesen wunden Punkt und versucht in gewisser Weise die Rehabilitation. Nach einer knappen und sehr konkreten Einführung durch Gramaccini folgen als Hauptteil des Werks die 12 Teile des Originals, kommentiert und historisch durch diverse Mitarbeiter/innen des der Edition zugrunde liegenden Nationalfonds-Projektes befragt; weitere Abschnitte mit Briefen von Johannes Müller, mit der Bibliographie sowie mit dem auf uns gekommenen Bestand der «Alterthümern» in öffentlichen Bibliotheken und Archiven sowie den nötigen Registern runden das grosse, systematische Werk ab.

Ein erstes Verdienst des Projekts ist sicher einfach die Hebung eines verschwundenen Schatzes. Die Re-Edition und Kommentierung des Werks ist für sich schon eine grosse Leistung, vor allem die erneute Publikation des vielleicht nicht künstlerischen, aber vom Quellenwert her grossartigen Bilderbestandes. Ein zweiter Pluspunkt ist die in der Kommentierung mitenthaltene Einbettung der originalen Abbildungen in ihren Entstehungskontext, manchmal auch in den Wirkungsraum. Gerade ein historisches Werk, das selber keine Geschichte betreiben, sondern solche nur vermitteln wollte, lohnt es besonders, in seiner inhaltlichen Basierung analysiert zu werden. Ein wichtiges Forschungsergebnis des Projektes ist schliesslich auch die Korrektur der Autorschaft, indem die Mitwirkung von David von Moos, der als Textautor auf den Originalausgaben keine Nennung erhielt, bewiesen wird und in diesem Sinne nicht nur das Werk, sondern auch die Autorschaft rehabilitiert wird.

Was treibt den Leser zur Lektüre? Da ist zunächst einmal der *Gwunder*, was von Müller im bisher kaum bekannten Werk ausgewählt und abgebildet wurde, was also für würdig befunden wurde, be- und vermerkt zu werden. Sicher, die «Alterthümern» waren ein Zürcher Werk, Zürich ist deshalb bei den ausgewählten Objekten – auch wenn diese gemäss Titel von «verschiedenen Orthen» der Schweiz stammen sollten – überdurchschnittlich häufig vertreten. Interessant ist auch die Verteilung der Objekte in zeitlicher Hinsicht, hier stehen mittelalterliche Objekte klar vor römischen bzw. auch vor jüngeren, «frühneuzeitlichen». Besonders attraktiv, und sicher auch der Grund, weshalb sich ein kunstgeschichtlich orientiertes Projekt an die Hebung dieses Fundes machte, sind die Fragen der Darstellung: Die Autoren der «Alterthümern» wollten keine historische Forschung präsentieren, schon gar nicht eine solche betreiben; sie sahen ihre Aufgabe in der Vermittlung von Fakten, insbesondere von tatsächlichen Objekten, die dann – in der Programmatik Helvetiens – durchaus auch politisch wirken sollten. Dabei waren sie, auch das zeigt der Band sehr schön, auch von europäischen Vorbildern geleitet, etwa englischer oder französischer Herkunft.

Der wichtigste Punkt, der den Rezensenten jedoch zur Lektüre (und Rezension) verleitet hat, ist die vorgenommene Rehabilitation. Denn die Geringschätzung des Originalwerkes hat mit der entstehenden wissenschaftlichen Geschichtsschrei-



bung Zürichs im 19. Jahrhundert direkt zu tun; es war nicht nur der bereits zitierte Rahn, sondern insbesondere auch der Gründer und langjährige Erstpräsident der Antiquarischen Gesellschaft, Ferdinand Keller, der zur Ächtung der Vorgänger-Bestrebungen gedrängt hat. Und da fühlt sich der Rezensent, selber ehemaliger Präsident der Antiquaren und somit Nachfolger Kellers, verpflichtet, im Sinne der historischen Gerechtigkeit auch der – aus heutiger Sicht: vor- bzw. protowissenschaftlichen – Geschichtsschreibung des 18. Jahrhunderts ihren Tribut zu zollen. Vielleicht ist es in diesem Sinne bezeichnend, dass es einem Forschungsprojekt unter Leitung eines Berner Lehrstuhles vorbehalten war, die nötige Neupositionierung vorzunehmen.

*Sebastian Brändli, Zürich*

Michael Lauener: **Jeremias Gotthelf – Prediger gegen den Rechtsstaat.** Zürich/Basel/Genf, Schulthess, 2011, 537 S., 4 Abb. (Zürcher Studien zur Rechtsgeschichte, 64).

Neben Gottfried Keller würden wohl die meisten Schweizerinnen und Schweizer Jeremias Gotthelf zu den bedeutendsten Schweizer Dichtern des 19. Jahrhunderts zählen. Weniger bekannt ist, dass Gotthelf zur Zeit der Bundesstaatsgründung äusserst unpopulär war. In der politischen Öffentlichkeit wurde er als religiöser Eiferer wahrgenommen. Grund für diese Abneigung war seine Polemik gegen prominente Vertreter des Liberalismus und gegen die liberale Rechtsstaatsidee. Die politische Brisanz von Gotthelfs Haltung wurde allerdings lange Zeit ausgeblendet und tabuisiert. Die von Prof. Dr. Marcel Senn betreute Dissertation von Michael Lauener hat sich zum Ziel gesetzt, diesen Widersprüchen nachzugehen und die Forschungsdefizite aufzuarbeiten. Als Hintergrundfolie für das Verständnis von Gotthelfs Kritik der entstehenden Rechtsstaatsidee sieht Lauener dessen Vorstellung vom «christlichen Staat». Eine detailreiche Aufarbeitung der komplementären Interpretationslinien steht im Zentrum der umfangreichen Arbeit. Als Quellengrundlage dienen Gotthelfs sämtliche Werke, besonders dessen letzter Roman «Erlebnisse eines Schuldenbauers» mit dem ursprünglichen Titel «Hans Joggi und der Rechtsstaat» von 1852/53.

Die Arbeit gliedert sich in drei Teile. In der ausführlichen Einleitung werden sowohl die literaturwissenschaftliche Gotthelf-Forschung als auch die rechtswissenschaftliche und rechtshistorische Literatur akribisch aufgearbeitet, um gegenseitige Rezeptionsdefizite im Hinblick auf die gewählte Aufgabenstellung offenzulegen. So werden etwa von der Forschung wenig thematisierte Rezeptionsstränge aufgezeigt, wie zum Beispiel die Instrumentalisierung von Gotthelfs Kampf gegen den Rechtsstaat durch nationalsozialistisch orientierte Juristen wie Franz Oswald und Carl Schmitt.

Der zweite Teil zeichnet Gotthelfs Kritik an der Rechtsstaatsidee nach. Dieser sieht in Wilhelm Snells Staatsvorstellung, die durch die Rechtsphilosophie Kants geprägt ist, die «legale Sanktion der Selbstsucht» und das «zerstörende Element der menschlichen Gesellschaft». Der liberale Staat erscheint Gotthelf als «Wucherstaat» in dem das Recht des Stärkeren und die Übervorteilung des Schwächeren vorherrschen. Aus dieser Perspektive vermag Gotthelf soziale Probleme wie Armut, Hunger, Verschuldung und Alkoholismus klarer zu erkennen als seine liberalen Zeitgenossen, und er entwickelt sich zum «Chronisten des Alltags». Er zeigt Entwicklungen auf, die durch die Entfeudalisierung und Privatisierung des Eigentums, durch wirtschaftliche Liberalisierung und Deregulierung sowie die zunehmende Marktorientierung entstanden sind. Die Rezeption dieser ökonomi-



schen Entwicklungen durch Gotthelf wird etwa an Beispielen wie Kornwucher, Holzhandel, Ablösung der alten Gült durch leicht kündbare Darlehen, Loskauf der Grundlasten, Güterspekulation und Kreditmangel aufgezeigt. Ein anschauliches Bild bietet die Forstwirtschaft. So erkennt Gotthelf nicht nur die sozialen Auswirkungen des Holzhandels und der Privatisierung der Wälder, sondern auch die ökologischen Folgekosten. Die sich öffnende soziale Kluft zwischen Rechtsamebesitzern und Rechtsamelosen ist ihm nicht entgangen, dem Widerstand der wirtschaftlichen Verlierer vermag er allerdings nichts abzugewinnen, er wird als Werk von demagogischen Volksaufwieglern verurteilt. Ebenso wird das Freizeit- und Konsumverhalten der unteren Gesellschaftsschichten, der Besuch von Märkten, Wirtshäusern und Tanzveranstaltungen als «Hudelkrankheit» kritisiert. Gotthelfs eindringliche Warnungen vor dem Sittenzerfall reflektieren dessen Beurteilungsmassstab, die ökonomischen und sozialen Entwicklungen werden nach moralischen Kategorien bewertet und als Verfall der christlichen Tugend interpretiert.

Im dritten Teil wird der Gegenentwurf Gotthelfs zur liberalen Rechtsstaatsidee vorgestellt. Grundlage ist nicht Kants Rechtsphilosophie, sondern die Referenz auf göttliches Recht und die christliche Nächstenliebe. Anknüpfend an Polybios kritisiert Gotthelf die Unvollkommenheit der menschlichen Gesetze und sieht das christliche Recht als Richtlinie und Ziel. Das «Civilgesetzbuch für Stadt und Republik Bern» von 1824 entspricht teilweise noch dieser Hoffnung auf einen «christlichen Staat», einerseits, weil es auf christlich-reformatorischen Satzungen wie etwa dem Emmentaler Landrecht basiert, andererseits, weil es nach Gotthelfs Meinung zum Sturz des Patriziats beigetragen hat, eine Ansicht die auch lange durch die Forschung vertreten wurde, durch neuere rechtshistorische Studien jedoch widerlegt worden ist. An Gotthelfs Beurteilung des «Civilgesetzbuches» und dessen Kritik am Patriziat vermag Lauener aufzuzeigen, dass dieser nicht einfach die Wiederherstellung der Zustände des Ancien régime intendiert und es sich beim Staatskonzept nicht nur um eine rückwärtsgewandte Utopie handelt. In diametralem Verhältnis zur Idee des «christlichen Staates» steht nach Gotthelf allerdings die in der Berner Regenerationsverfassung von 1831 angelegte Säkularisierung. Badener Artikel, Klostersaufhebung, Freischarenzüge und die Niederlage der Katholiken im Sonderbundkrieg verstärken Gotthelfs Frontstellung gegen die Liberalen und den liberalen Rechtsstaat, sie kommt in Vorwürfen und verbalen Ausfällen gegen führende Vertreter der Gegenpartei zum Ausdruck. Besonders ins Visier gerät die Berufsgruppe der Juristen, was mit dem Verlust der Führungsrolle des Pfarrers zu tun hat, eine Entwicklung, die Gotthelf selbst zu spüren bekommt. Um der zunehmenden Säkularisierung entgegenzutreten, befürwortet er sogar eine christliche Allianz mit den gemässigten Katholiken gegen die kirchenfeindlichen Radikalen und die papsttreue katholische Amtskirche.

Insgesamt legt Michael Lauener eine facettenreiche Studie zum Thema vor, die auf minutiösen Quellen- und Literaturstudien beruht. Durch komparatistische Gegenüberstellung von Wilhelm Snells Rechtsstaatsidee und Gotthelfs Vision eines «christlichen Staates» vermag er zwei Traditionen der «Staatsgewaltstheorie» sichtbar zu machen und die Konturen von Gotthelfs Kritik schärfer herauszuarbeiten. Beeindruckend sind die Literaturkenntnisse des Autors, die Fülle des ausgebreiteten Materials, die geistes- und religionsgeschichtlichen Kontextualisierungen sowie die enzyklopädische Breite der Arbeit, die stellenweise eher den Charakter eines Nachschlagewerks annimmt. Mitunter erscheint der Hang zum



Detail allerdings als übertrieben, was sich in einem hypertrophen Anmerkungsapparat äussert. Um nachzuweisen, dass die Literatur einen hohen Stellenwert als historische Quelle hat, werden etwa auf zehn Seiten Namen von Historikern aufgezählt, der Text besteht jeweils aus zwei bis vier Zeilen und der Rest aus Anmerkungen mit Literatur- und Textnachweisen (S. 108–118). Auch die Gliederung in zahlreiche, teilweise zu kurze Unterkapitel (etwa aus einem Zitat bestehend), die vielen Exkurse zur Sekundärliteratur und einige inhaltliche Wiederholungen sind der Lesbarkeit nicht förderlich und hemmen den Duktus der Argumentation.

Spannende Einsichten bieten jedoch jene Passagen, in denen Gotthelfs Kritik an den ökonomischen, sozialen und politischen Entwicklungen quellennah nachgezeichnet wird. Diese Kritik liesse sich gleichsam als Dekonstruktion der liberalen Meistererzählung und Fortschrittseuphorie lesen, eine Perspektive, die den rein rechtshistorischen Ansatz transzendiert hätte. Eine Einbettung der Positionen Gotthelfs in den Kontext der Modernisierungsdebatte und damit eine weitere Ausweitung der Beobachtungsdimension wäre in Anknüpfung an aktuelle Diskussionen wünschenswert gewesen.

*Rolf Graber, Kreuzlingen*

**Hans Hiller: Die Erfindung der Mitte. Staatsmann Arnold Otto Aepli, 1816–1897.** St.Gallen, VGS Verlagsgenossenschaft St.Gallen, 2011, 88 S. mit Abbildungen.

Hans Hiller (\*1927), der bereits 1953 eine ausführliche Dissertation über Arnold Otto Aepli (1816–97) verfasst hat, verfolgt mit seiner knappen, aber informativen Publikation das Ziel, Aepli der Vergessenheit zu entreissen und dem «vielseitige(n) Staatsmann im Bewusstsein der informierten und interessierten Öffentlichkeit wieder einen Platz» zu verschaffen (S. 8).

Der wenig glücklich gewählte erste Teil des Buchtitels assoziiert bereits, warum Aepli in Vergessenheit geriet: Als Mann des Ausgleichs und als Brückenbauer ist er nicht ein Politiker voller Ecken und Kanten wie etwa ein Gallus Jakob Baumgartner, Ulrich Ochsenbein oder Alfred Escher, die alle stark provozierten und Aufsehen erregten. Nichtsdestotrotz gehört der aus der Stadt St.Gallen stammende, auch kirchlich aktive Protestant Aepli zu den Persönlichkeiten der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts, die die Politik des Kantons St. Gallen, aber auch jene des jungen Bundesstaates mitprägten.

Hiller zeichnet, oft unterlegt durch längere aussagekräftige Zitate, den Lebenslauf und den politischen Werdegang Aeplis nach. Der aus dem gehobenen Bürgertum stammende Jurist ist bereits in den 1840er-Jahren als liberaler Politiker in St. Gallen anerkannt. In rascher Folge wird er in zahlreiche kantonale Ämter gewählt: Von 1847–83 sitzt er im Kantonsrat, 1851–73 im Regierungsrat, 1849–51 sowie 1873–83 im Kantonsgericht. 1849 erfolgt seine Wahl in den Ständerat, dem er mit Unterbrüchen bis 1872 angehört. Von 1872–83 wirkt er im Nationalrat, 1857–66 amtiert er als Bundesrichter.

Er ist 1852 Wortführer in Bern beim Erlass der Sonderbundkriegsschuld. Als Vertrauensmann des Bundesrats vermittelt er 1858 in Genf, 1860 im Savoyerhandel, 1862–70 im Grenzkonflikt zwischen den beiden Appenzell sowie 1884 in der Tessiner Bistumsfrage. Wie seine Landsleute Baumgartner und Johann Matthias Hungerbühler fördert er den Eisenbahnbau in der Ostschweiz, ohne aber der Ostalpenbahn zum Durchbruch verhelfen zu können. Von 1883–93 vertritt er, der auch international über ein Beziehungsnetz verfügt, als Gesandter die Schweiz in Wien, Belgrad und Bukarest. Die Wahl in den Bundesrat bleibt ihm versagt, da die St.Galler radikalen Parteiführer den gemässigten Liberalen und auf Ausgleich



bedachten Aepli – er wirkt auch mässigend während des Kulturkampfes – nicht unterstützen.

Bleibende Verdienste für seinen Heimatkanton erwirbt sich Aepli mit der Ausarbeitung und Durchsetzung der Kantonsverfassung von 1861, die eine Milderung des gehässigen Parteiengegensatzes zwischen Liberal-Radikalen und Konservativen bringt und damit dem Kanton zu politischer Stabilität und wirtschaftlichem Wachstum verhilft. Der von Aepli ausgehandelte Staatsvertrag von 1892 mit Österreich über die Rheinregulierung bündigt mit den geplanten Durchstichen bei Fussach und Diepoldsau den Rhein und stoppt dessen verheerende Überschwemmungen. Ergänzt wird die biographische Skizze im Anhang durch eine reiche Bebilderung, eine umfangreiche Zeittafel und Kurzbiographien von Zeitgenossen Aeplis.

Hiller gibt sich klar als Bewunderer Aeplis zu erkennen, ohne ihn aber zu idealisieren. Aepli, dessen umfangreicher Nachlass in der Kantonsbibliothek Vadiana liegt, gehört mit seinem stupend breiten und vielfältigen Wirken zweifellos zu den wichtigsten Schweizer Protagonisten der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts.

*Wolfgang Göldi, St. Gallen*

David Auberson: **Ferdinand Lecomte 1826–1899. Un vaudois témoin de la guerre de Sécession.** Lausanne, Bibliothèque historique vaudoise, 2012, 223 p.

Depuis quelques années, l'heureuse habitude s'est prise de publier les mémoires de licence les plus intéressants et les plus aptes à toucher un large public. Au moins, ainsi, ne dorment-ils plus dans le département des manuscrits des bibliothèques universitaires, avec le seul espoir d'être consultés par d'hypothétiques chercheurs. En Suisse romande, les éditions Antipodes de Lausanne et Alphil de Neuchâtel se sont spécialisées dans ce créneau. Cette fois-ci, c'est la Bibliothèque historique vaudoise qui a assuré la diffusion du travail de David Auberson. Ce jeune chercheur se distingue tant par sa rigueur dans le traitement des sources que par son esprit de synthèse, qualités servies, de surcroît, par une langue précise et élégante. La publication dont nous rendons compte ici a le mérite de sortir de l'ombre un personnage qui eut son heure de gloire, mais qui tomba vite dans l'oubli. Cette parution pourrait donc fort bien s'inscrire dans la fameuse collection, chez Fayard, consacrée aux «Inconnus de l'Histoire». La vie de Ferdinand Lecomte présente diverses facettes intéressantes, qui en font pleinement un homme de son temps. Radical «de gauche», adhérent de la société d'étudiants Helvétia qui incarnait cet idéal progressiste, il participa activement à la révolution vaudoise de 1845 et fut un pilier du radicalisme à l'époque des Druey, Delarageaz et Ruchonnet. A ce titre, il fut le fondateur du journal politique et satirique *La Guêpe*. Ses incontestables qualités personnelles, son ardeur au travail, mais aussi le «piston» politique lui permirent d'occuper diverses charges civiles de haut commis de l'Etat: bibliothécaire cantonal, chancelier de l'Etat de Vaud et secrétaire du Grand Conseil. Cependant, la grande affaire de sa vie fut sa passion pour la chose militaire. A juste titre, le Cercle démocratique de Lausanne et le Centre d'études et de prospective militaire lui ont consacré conjointement un riche colloque en décembre 2007, dans les locaux du Centre Général Guisan à Pully.

C'est précisément à sa carrière militaire, et plus particulièrement à son rôle de témoin de la guerre de Sécession, que David Auberson a consacré son travail. Un moment décisif dans l'existence de Lecomte est sa rencontre avec le général Antoine-Henri Jomini, célèbre stratège napoléonien passé au service du tsar. Cu-



rieuse proximité que celle qui unit les deux hommes, car Jomini, disciple de Joseph de Maistre et réactionnaire attaché à la monarchie absolue, ne partage nullement les convictions politiques de son disciple! Lecomte produira une vingtaine d'ouvrages, plus ou moins inspirés, consacrés aux grands conflits européens du XIX<sup>e</sup> siècle. Lui-même ressent très tôt l'appel des armes. Mais il semble que la grande frustration de sa vie fut de ne point connaître l'odeur enivrante de la poudre, le feu de la mitraille et les joies de la canonnade, bien qu'il cherchât à plusieurs reprises, vainement, à se défaire de son «pucelage militaire», comme l'écrit ironiquement Jean-Jacques Langendorf, préfacier du livre. Au moins la guerre de Sécession américaine lui permit-elle, sinon de vivre la guerre, du moins de l'observer en témoin. C'est à cette expérience qu'est consacrée la majeure partie du livre d'Auberson. Le lecteur appréciera d'abord son éclairante synthèse sur les rapports fraternels entre la Suisse radicale et la grande République américaine. La guerre civile qui déchire cette dernière n'oppose-t-elle pas, comme l'avait fait celle du Sonderbund, révolutionnaires et réactionnaires, régions industrialisées et régions agricoles? On lira aussi avec intérêt les pages consacrées à la participation au conflit de quelque 6000 volontaires suisses, notamment au sein d'une sorte de «brigade internationale» garibaldienne. Mais l'auteur se concentre surtout sur l'expérience personnelle de Lecomte. Ce dernier fait deux séjours aux Etats-Unis: le premier en 1862, alors que le Nord connaît des défaites et que son sort est incertain; le second en 1865, où il assiste aux derniers soubresauts du Sud, à la prise de Richmond et aux funérailles du président Lincoln assassiné. Notre homme est mû par des motivations diverses: d'un côté son espoir de faire progresser, par cette «mission» autoproclamée, sa propre carrière militaire (de fait, il parviendra au grade de colonel divisionnaire fédéral), de l'autre son idéalisme et sa détestation de l'esclavage. Il prend résolument position en faveur des Noirs et exprime le vœu que l'éducation permette la création d'une élite afro-américaine. Il s'insurge, par ailleurs, contre le «système d'extermination» qui décime les nations indiennes. Quant au témoin et analyste proprement dit, on relèvera notamment ses jugements, parfois sévères, sur les commandants successifs des forces de l'Union, MacClellan puis Grant, et surtout ses considérations sur les «machineries» et le «technisme» de cette guerre, souvent considérée comme la première des temps modernes: importance du télégraphe, du chemin de fer, du fusil à répétition se chargeant par la culasse, apparition du bateau cuirassé, etc. Lecomte consignera ses impressions dans sa monumentale *Guerre de Sécession; esquisse des événements militaires et politiques des Etats-Unis de 1861 à 1865*, dont la lecture reste digne d'intérêt. Il sera d'ailleurs toujours considéré par ses détracteurs comme un officier de bureau et de plume, plutôt que comme un meneur d'hommes...

En bref, l'ouvrage de David Auberson rend justice à un personnage complexe, à la fois lucide et naïf, idéaliste et arriviste, un acteur et un témoin de son temps.

Pierre Jeanneret, Grandvaux

Francis Python: **Empreintes. Entre politique et religion.** Fribourg, Société d'histoire du canton de Fribourg, Collection «Archives de la SHCF» (nouvelle série, vol. 12), 2012, 461 p.

Ce volume d'hommage au Professeur Francis Python remplace avantageusement la formule des «mélanges offerts à...». En proposant un florilège d'articles et de conférences de l'intéressé plutôt que les contributions de collègues, l'objectif de l'éditeur était triple: témoigner de l'amplitude scientifique de l'historien cé-



lébré ici, rendre accessible au public un échantillon significatif des pistes ouvertes par lui en histoire suisse et fribourgeoise contemporaine, et compenser un déficit éditorial imputable aux accaparements d'un enseignement fécond, privilégié au détriment de publications monographiques personnelles. Le lecteur appréciera le caractère tout relatif de ce déficit en consultant en fin d'ouvrage l'imposante bibliographie de F. Python. Il le pondérera encore à l'aune des 288 mémoires de licence et master, des quinze thèses de doctorat et des cinq projets de recherche qu'il a dirigés au cours d'une intense activité professorale à l'Université de Fribourg (1993–2012). Pour honorer ces dix-neuf années de carrière, autant de textes sélectionnés, dont cinq inédits. Le recueil s'articule autour de six axes de prédilection du chercheur: Le Sonderbund et ses suites, le catholicisme et la question sociale, le catholicisme politique, les débats d'idées durant l'entre-deux-guerres en Suisse romande dans les milieux estudiantins et personalistes, les mutations de l'après-Deuxième Guerre mondiale et l'historiographie.

Le premier axe livre une fine analyse du rapport de l'élite fribourgeoise à son peuple et des équilibres entre familles politiques au prisme des changements constitutionnels dans le Fribourg pré- et post-sonderbundien, ainsi qu'à travers l'itinéraire tourmenté d'un modéré («Les zigzags du colonel Perrier»). L'historien relève un intéressant paradoxe selon lequel les élargissements successifs du suffrage sont décidés en dehors du peuple dont les textes constitutionnels se réclament pourtant très fort. Quelle que soit la dominante du moment (conservatrice, libérale modérée ou radicale), les décideurs tiennent «le peuple à l'écart», instrumentalisant telle pseudo-mobilisation populaire (1831) ou perpétuant une intrigante continuité en la recouvrant d'un vernis radical (1848). Le nouveau gouvernement a si peur du peuple qu'il parvient à le priver (seule exception parmi les cantons suisses!) de s'exprimer sur la nouvelle constitution fédérale. Ce peuple réputé docile n'est guère rancunier. Le retour de manivelle de 1856 est somme toute assez *soft*: consultés pour la première fois sur leur nouvelle constitution, les Fribourgeois ne se pressent pas aux urnes. L'historien interroge la perpétuation de cette frilosité à l'égard du peuple jusqu'à l'instauration de la République chrétienne de Georges Python et au-delà, jusqu'à son héritier spirituel Joseph Piller.

La cohérence des recherches de l'auteur se révèle dans des études ciselées sur des figures ecclésiastiques marquantes traitées dans les troisième et quatrième axes. Il ne s'agit cependant jamais de simples biographies. Une saisissante holo-graphie du canton, des rapports de forces et des enjeux plus larges se dégagent en même temps que les reliefs individuels du Père Girard, «père» de la pédagogie fribourgeoise, du chanoine Schorderet, fondateur du journal *La Liberté*, du Père Berthier, cofondateur de la Faculté de théologie en 1889, ou encore de Mgr Marius Besson, évêque du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg de 1920 à 1945. Si une biographie de ce prélat reste peut-être à publier, F. Python en a donné les principales directions. Les pages qui lui sont consacrées ici complètent un important texte paru en 1991. Il n'est pas jusqu'à l'épopée de la succession de Besson qui ne soit décryptée, dans le cinquième axe. François Charrière est nommé évêque en octobre 1945, au terme d'une vacance de huit mois. L'auteur suggère un prudent attentisme de la part du Vatican, soucieux de l'évolution d'une crise essentiellement politique dont l'épicentre est à Genève. Déjà écartelés entre les tendances corporatistes et le syndicalisme chrétien-social, les catholiques sont divisés face aux dérapages du *Courrier de Genève* en faveur de l'Axe, à quoi s'ajoute une



rivalité ravivée entre *La Liberté* et *Le Courrier*. À un moment où le catholicisme politique subit en Suisse une attaque en règle, Charrière apparaît comme l'homme de la situation pour calmer les divergences internes, faire le ménage au *Courrier* et contenter la gauche. L'analyse révèle toutefois entre les deux évêques non seulement des ruptures (en matière d'Action catholique, de gestion des biens du clergé et de sensibilité sociale), mais aussi des continuités qui nuancent grandement le portrait.

L'auteur témoigne d'un souci constant de décloisonnement en abordant sous un angle inédit son objet dans une dynamique franco-suisse, voire européenne. Malgré ou peut-être grâce à leur caractère biaisé, les considérations du Français Charles de Montalembert sur les catholiques suisses pendant la période troublée du Sonderbund offrent un point de vue original sur la guerre civile helvétique, et permettent d'en dégager les spécificités par rapport à l'incendie européen de 1848. Les articles sur l'accueil des congrégations françaises autour de 1905, sur les idées sillonnistes à l'Université de Fribourg et sur les relais de la revue *Esprit* en Suisse et leur impact sur la défense nationale spirituelle procèdent d'une même originalité. Enfin, la requête insistante d'un extrémiste de droite réclamant une encyclique contre les Juifs à Pie XII en 1949 est analysée dans le contexte de résurgence d'un antisémitisme qui avait été mis sous le boisseau après la découverte des camps de concentration.

Le dernier axe évoque l'épopée des livres d'histoire du canton de Fribourg aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles au miroir des rapports entre communautés linguistiques, ainsi que l'identité régionale et la question de la mémoire à travers l'exemple gruérien. Le volume se clôt symboliquement sur la leçon d'adieu prononcée en mai 2012, un «Plaidoyer pour l'histoire des temps présents» qui, loin de tout triomphalisme, constitue moins une défense de l'histoire ultracontemporaine que de l'histoire dans son ensemble. Pour conjurer le «présentisme» inquiétant (F. Hartog) qui caractérise nos sociétés, le contemporainiste doit se faire médiateur et utiliser la relative faveur dont jouit sa discipline auprès du public pour le convaincre de la nécessité de «creuser plus profond dans le passé pour expliquer et faire comprendre les racines des phénomènes et des événements» (p. 381). Un défi d'autant plus vital à relever que la dictature des mass-médias et les appels impérieux au devoir de mémoire la disputent à une dangereuse amnésie. Ces pressions pèsent fortement sur le travail de l'historien et ce dernier aurait tort de considérer comme acquise sa capacité à «cerner les enjeux de l'actualité».

*Stéphanie Roulin, Fribourg*

Marcel Köppli: **Protestantische Unternehmer in der Schweiz des 19. Jahrhunderts. Christlicher Patriarchalismus im Zeitalter der Industrialisierung.** Zürich, Theologischer Verlag, 2012. 246 S. (Basler und Berner Studien zur historischen Theologie, Band 74).

Der Zürcher Theologe Marcel Köppli vermittelt in seiner Dissertation einen Blick auf die paläolibérale Phase zu Beginn des Industriezeitalters, als der junge Bundesstaat noch keinerlei gesetzliche Reglementierung zum Schutz der Fabrikarbeiter erlassen hatte und Unternehmer Ursachen und Lösungen der sozialen Frage diskutierten. Er untersuchte dafür den schweizerischen Ausschuss für die Bestrebungen der Bonner Konferenz (SAB BK), der mehrheitlich protestantische Schweizer Unternehmer umfasste und nach nur kurzem Bestehen 1871–1872 in der Kommission für die Arbeiterfrage der Schweizerischen Gesellschaft für das Gute und Gemeinnützige (SGG) aufging. Die Bonner Konferenz beziehungsweise



die Bestrebungen der protestantischen Unternehmer in Deutschland zur Lösung der sozialen Frage wurden in der Forschung zum sozialen Protestantismus untersucht. Köppli orientiert sich bei der Kategorisierung des christlichen Patriarchalismus an Traugott Jähnichen. Er geht biografisch vor und untersucht vor allem den frommen pietistischen Basler Seidenbandfabrikanten Karl Sarasin (1815–1886), der den Ausschuss initiierte, der Kommission für die Arbeiterfrage der SGG angehörte und nicht nur viel zum Thema öffentlich sprach und publizierte, sondern seine Ansichten auch in seiner eigenen Unternehmung umsetzte.

Die untersuchten Schweizer Unternehmer hatten ihre Fabriken oft selbst gegründet oder vom Vater übernommen und wurden insbesondere in den Städten, wo die Arbeiter ihr Einkommen nicht mit Landwirtschaft ergänzen konnten, mit dem Pauperismus konfrontiert. Erste Äusserungen, auch von Seiten der schweizerischen Predigergesellschaft, schoben den Arbeitern die Schuld für ihre Armut zu und sahen die Ursachen des Pauperismus in der Sittenlosigkeit, dem schlechten Haushalten und der Gottlosigkeit. Sarasin regte innerhalb der Kommission für die Arbeiterfrage der SGG eine Untersuchung der Verhältnisse der Arbeiter an, so entstand eine der ersten sozialstatistischen Studien. Diese wies auf ein Existenzminimum beziehungsweise auf zu tiefe Löhne hin. Vor bzw. parallel zu diesen Studien hatte Sarasin für seine eigenen Arbeiter ein pietistisch-patriarchalisches Globalprogramm eingerichtet. Er, wie auch andere Unternehmer, bezeichnete diese als seine Kinder. Er selbst und seine Frau versuchten, alle Arbeiter und deren Familien zu kennen, sie führten sogenannte Arbeiterbücher, um über deren Verhältnisse und Gesundheit Bescheid zu wissen und somit den Bedarf nach Lohn abschätzen zu können. Er richtete Sonntagssäle ein und engagierte Stadtmissionare. Während diese durch christlichen Patriarchalismus gerechtfertigte Kontrolle der Familien keine Zukunft hatte, so propagierte und praktizierte Sarasin ein Konzept, das heute noch, am prominentesten vom peruanischen Ökonomen Hernando de Soto, zur Armutsbekämpfung ins Feld geführt wird: den Erwerb von Eigentum. Gemäss Sarasin war es nicht nur die Aufgabe des christlichen Unternehmers, den Arbeitern Wohnraum zur Verfügung zu stellen, sondern diesen die Abzahlung der Häuschen zu ermöglichen. Die kantonalen Fabrikgesetze, wie auch das 1877 vom Volk gutgeheissene eidgenössische Fabrikgesetz, wurden von einigen der porträtierten Unternehmer zwar massgebend mitgestaltet, keiner von ihnen hielt jedoch staatliche Gesetze oder Interventionen für die eigentliche Lösung der sozialen Frage. Einzig der Unternehmer selbst, der sein Gut nur zu seinen Lebzeiten zu verwalten hatte, war für das Wohl der Arbeiter verantwortlich. In seiner Verantwortung stand es, die Arbeiter zu einem christlichen, sprich sittsamen Leben anzuleiten. Der Aargauer Textilunternehmer Johann Caspar Brunner (1831–1886), der aus einfachen Verhältnissen stammte und selbst als Kind in einer Fabrik gearbeitet hatte, sah die Fabrikarbeit an sich als Erziehungsmassnahme, die dem Arbeiter einen festen Rahmen und Disziplin vermittelte.

Köppli vermittelt klar, welcher Kategorie die Schweizer Unternehmer des SABBK zuzuordnen waren, bestätigt die These, dass auch der Schweizerische Protestantismus (wie der deutsche) zu wenig zur Lösung der sozialen Frage beitrug und erklärt mit den stark divergierenden Ansichten der Mitglieder sowie weiterer Quellenarbeit zur Arbeiterkommission der SGG, weshalb sich der SABBK so schnell wieder auflöste. Die unter Martin Sallmann an der Universität Bern entstandene Studie ergänzt die Schweizerische Sozialgeschichte des 19. Jahrhunderts durch ihre Sicht auf die Arbeitgeber, deren Motivation und Bestrebungen. Immer



wieder bezieht sich Köppli denn auch auf Josef Mooser. Die Entstehungsgeschichte der Fabrikgesetze, aber auch jene mancher heute unter Denkmalschutz stehenden Arbeitersiedlung, wurde hier bedeutend ergänzt. Obwohl von einem Theologen geschrieben, unterscheidet sich die Doktorarbeit nicht von einer historischen Arbeit. Sie basiert auf einer breiten und sehr gründlichen Quellenarbeit, wobei eine zentrale Schrift im Anhang gleich ediert wurde. Die gewählte, aber doch eingängige Sprache verrät am ehesten den geschulten Prediger am Werk und macht das Buch, auch aufgrund seiner verhältnismässigen Kürze auch für interessierte Laien empfehlenswert.

*Andrea Franc, Basel*

Karlheinz Weissmann: **Armin Mohler. Eine politische Biographie.** Albersroda, Edition Antaios, 2011. 312 Seiten, Abbildungen.

Der Begriff «Konservative Revolution» (KR) entwickelte sich in den 1920er Jahren zum politischen Schlagwort der Rechten in Deutschland sowie der Action Française in Frankreich. Die Konservativen Revolutionäre stammten aus dem rechten akademischen und Mittelschichtsmilieu. Sie bildeten keine politische «Lehre» oder geschlossene Weltanschauung an sich. Vielmehr waren sie geprägt durch unterschiedlichste Strömungen der europäischen Rechten, die die Demokratie und den Liberalismus aushebeln wollten, um ethnisch homogene Räume mit einer autoritären Staatsform zu verbinden. Der Schweizer Armin Mohler gehört zur 2. Generation, er war in den 1950er Jahren Privatsekretär Ernst Jüngers, dann politischer Berater Franz Josef Strauss', zuletzt Freund Franz Schönhubers und Networker der europäischen neuen Rechten. Mohler spielte eine zentrale Rolle in dieser immer wieder von Konservativen verharmlosten politischen Strömung.

Die von Karlheinz Weissmann, dem wissenschaftlichen Leiter des sogenannten Instituts für Staatspolitik in Albersroda (Sachsen-Anhalt), vorgelegte Biographie über Armin Mohler verzichtet auf einen mentalitäts- oder diskursgeschichtlichen Zugang. Mohlers Lebensstationen werden zwar erwähnt, die Schweizer Verbindungen zur deutschen und französischen Rechten tangieren. Jedoch werden sie teilweise nur angedeutet.

Bereits auf den ersten Seiten beginnt die Biographie mit Zumutungen an die Schweizer Leserschaft: So insinuiert Weissmann in seinen Darbietungen, dass Mohlers Dissertation die Zeitspanne 1918–1952 abdecke – wie auf der Impressumseite –, obwohl sie nur bis 1932 reicht. Ferner wird Alberto Giacometti als «italienischer Bildhauer» bezeichnet (S. 17), und Mohler wird als «ein Mann von eindrucksvoller Statur, sehr blond, 'germanischer Typus'» stilisiert, der «Stolz auf den alemannischen Stamm und seine Eigenheiten» gewesen sei (S. 11, 23). Gleichzeitig verzichtet Weissmann aber darauf – weil ihm zufolge vernachlässigbar –, die Schweizer Archivalien, etwa im Archiv für Zeitgeschichte der ETH Zürich zu berücksichtigen. Und das, obwohl er aus dem ebenfalls dort gelagerten Nachlass von Benno Schaeppli zitiert, der mit den Nationalsozialisten kollaborierte, und zwischen 1942 und 1944 Leiter des «Panoramaheims» in Stuttgart war. Stattdessen bezieht er nur Akten aus dem von ihm selbst verwalteten Nachlass Mohlers und dessen Witwe ein. Ein Verzeichnis von Mohlers Nachlass fehlt.

Auch die Bedeutung der Schweizer Frontisten wird von Weissmann heruntergespielt: Warum die Frontisten für Mohler nicht attraktiv gewesen sein sollen (S. 21), wird nicht weiter ausgeführt, obwohl die Schweizer Literatur hierzu umfangreich ist, und Mohlers Kontakte zu Frontisten erstaunlich vielfältig waren: zu Franz



Riedweg, der Sekretär und politischer Berater des ehemaligen Bundesrates Jean-Marie Musy war, den Mohler angeblich erst nach dem Zweiten Weltkrieg kennengelernt haben soll, zu Alfred Zander, James Schwarzenbach, Peter Dürrenmatt und Jakob Schaffner. Sie stellen nur einige wichtige dar (S. 21, 34ff., 120–125).<sup>1</sup> Zander als Antisemit gehörte zu den Protagonisten der Verklärung der «Protokolle der Weisen von Zion» in der Schweiz und emigrierte 1942 ebenfalls nach Deutschland, um in der Waffen-SS zu dienen. Mit Gonzague de Reynold stand nicht nur ein führender Ideologe der katholischen Rechten und glühender Verehrer der italienischen Faschisten den Frontisten zur Verfügung, sondern auch der belgische Rexistenführer Léon Degrelle, Charles Maurras und andere rechtsradikale Nationalisten aus Belgien und Frankreich. Sie belebten das durchaus sehr heterogene Spektrum der Schweizer Frontisten.<sup>2</sup>

Die in 14 Kapitel unterteilte «politische Biographie» orientiert sich weitestgehend an den Lebensstationen des 1920 in eine Beamtenfamilie in Basel geborenen Armin Mohler, der 1942 in Deutschland eine ‚Schnupperlehre‘ macht und anschliessend in Basel Kunstgeschichte studiert. Mohlers Dissertation widmet sich jedoch einem anderen, politischen Gebiet: Über die KR in der Weimarer Republik bis 1932. Sie wird in Basel nicht von Edgar Salin, der dem George-Kreis nahestand, sondern von Karl Jaspers akzeptiert, obwohl dieser davon überzeugt ist, dass Mohler mit seiner Arbeit «begrenzten Unfug stiften» wird, weil er eine «gross-angelegte Entnazifizierung dieser Autoren» bewirke (S. 74, 124ff. und 196).<sup>3</sup> Gerade dieser Aspekt wird nicht weiter ausgeführt, obwohl Kritiker der völkischen Bewegung wie George L. Mosse immer wieder die Nähe der KR zu den Nationalsozialisten herausgearbeitet hatten. Weissmann führt stattdessen aus, dass Mohler am Tag seines Rigorosums an Ernst Jünger schrieb, dass er alles überstanden habe. Von nun an war sein Weg als Networker zu Carl Schmitt, Werner Best und anderen Ex-Nazis und kompromittierten rechten Konservativen in Deutschland vorgezeichnet. Über Mohlers Basler Zeit bleibt offen, inwiefern er nicht bereits damals Kontakte pflegte, etwa zu hiesigen Schweizer Nationalsozialisten und der Basler Pfalz. Bedauerlicherweise wurden deren Akten im Basler Staatsarchiv in den 1960er Jahren fast komplett vernichtet.

Allerdings verdeutlicht Mohlers Lebensphase im Nachkriegsdeutschland, dass er eine Modernisierung der Neuen Rechten, die die deutsche Vergangenheitspolitik steuerte, über die Grenzen hinweg anstrebt. Mohler reizt es nicht nur, als Assistent Jüngers die Kontakte zu dessen alten Mitstreitern und zu Verlegern zu knüpfen; auf Empfehlung Max Rychners geht er als Frankreich-Korrespondent nach Paris, schreibt unter anderem für die Wochenzeitung *Die Zeit*. Er knüpft die Kontakte zur französischen Rechten, nimmt sich der Keltologie und den bretonischen Separatisten an, die schon während der NS-Zeit im Interesse der SS und der Forschung (etwa Leo Weisgerber) standen.<sup>4</sup> Zugleich macht sich Mohler als

1 Peter Dürrenmatt, ebenfalls dem rechten Flügel der Berner Frontisten angehörig, wurde nach dem Krieg Chefredakteur der Basler Nachrichten und 1968 Mitglied des Stiftungsrates der Basler Goethe-Stiftung.

2 Vgl. Aram Mattioli, *Zwischen Demokratie und totalitärer Diktatur. Gonzague de Reynold und die Tradition der autoritären Rechten in der Schweiz*, Zürich 1994, S. 200–217.

3 Vgl. hierzu Nicolas Berg, *Der Holocaust und die westdeutschen Historiker. Erforschung und Erinnerung*, Göttingen 2003, 294ff., 338f.

4 Vgl. Joachim Lerchenmüller, *Keltischer Sprengstoff. Eine wissenschaftsgeschichtliche Studie über die deutsche Keltologie von 1900 bis 1945*, Tübingen 1997.



Schweizer Frankreich-Experte mit seiner de Gaulle-Schrift in Deutschland einen Namen. Politische Beratung leistet er in den 1950er Jahren für die Deutsche Partei, einem Sammelbecken der alten Garde. Der Versuch, bei Hans Rothfels und Hermann Mau am Institut für Zeitgeschichte zu habilitieren, um schliesslich als Geschäftsführer der Siemens-Stiftung den Auflagen zu genügen, scheitert (S. 84ff.). Rothfels, selbst kompromittierter konservativer Revolutionär des berühmten Königsberger Kreises, lehnt dieses Unterfangen ab, zumal in den 1960er Jahren die politische Wende eingesetzt hatte und auch Rothfels Gefahr gelaufen wäre, sich und andere Konservative zu desavouieren.

Eine «Nothabilitation» an der Universität Innsbruck rundet Mohlers akademische Laufbahn ab. Die Rolle bei der Finanzierung der neuen Rechten durch die Siemens-Stiftung, deren Geschäftsführung Mohler über 20 Jahre bis 1984 innehatte, bleibt indes unklar: Weissmann beziffert während Mohlers Amtszeit angeblich nur 10% Rechte als Leistungsempfänger dieser Stiftung. Dieser relativ hohe Wert dürfte wahrscheinlich durch die in Basel ansässige Goethe-Stiftung noch übertroffen worden sein, die sehr viele europäische Ex-Nazis und Rechtsextreme mit Kulturpreisen auszeichnete. Auch Mohlers Kontakte zur Gesellschaft für Wehrkunde (GfW), einer offenbar vom Verteidigungsministerium finanzierten Organisation, und den dort versammelten Ex-Nazis und Rechten bleiben diffus. In der GfW befand sich Mohler in bester Gesellschaft etwa zu James Schwarzenbach (S. 119ff.), dem oben erwähnten Frontisten, der sich in der Schweiz in den 1970er Jahren einen unrühmlichen Namen machte. Noch 1999 kam es zum Eklat, als die GfW rechtsradikale Referenten aus Steuergeldern finanzierte. Weitere Verbindungen gab es 2007 beim «Klingenthal-Treffen» im Elsass; der Tagungsort gehört der Goethe-Stiftung Basel, die Alfred C. Toepfer gegründet hatte. Die Verbindungen der Neuen Rechten zur Schweiz sind verblüffend, werden jedoch von Weissmann in der Regel nicht näher analysiert.

Während seiner Geschäftsführung der Siemensstiftung dient sich Mohler Franz Josef Strauss als politischen Ratgeber an. In seinen Spätjahren organisiert Mohler die neue Rechte zusammen mit Gerhard Frey (NPD und VDU) sowie «meinem Freund Franz Schönhuber» (S. 226). Sein Netzwerk ist umfassend bis hin zum Front National gestaltet. Konservative Tageszeitungen, Criticon, die er mit dem rechten Schriftsteller Caspar von Schrenck-Notzing gründete, u. ä. Zeitschriften, diverse rechte Verlage sowie die mehrfache Auflage seiner «Konservativen Revolution» runden das Bild ab.

Mohler befindet sich zu diesem Zeitpunkt im rechtsradikalen Lager. Sein europäisch ausgerichteter Rassismus (Europa der weissen Rasse) stellt die Weichen zu einer nicht mehr nationalistisch verankerten, sondern radikalen Rechten Europas. Angesichts der Grossen Koalition und der länger währenden sozialdemokratischen Regierungen zeichnet ihn seine Fähigkeit aus, die politische Definitionsmacht zu behalten (S. 178f.). Doch auch hier fehlt eine Analyse der diskursiven Strategien, wie Mohler je nach politischer Lage zwischen den Lagern volatil zu changieren weiss. Letztlich ist die vorgelegte Exkulpierung der Konservativen Revolutionäre unangemessen, geradezu ein «Persilschein in Langfassung» (Dietrich Geyer). Da es sich überwiegend um in den NS-Elitenkreislauf aufgerückte völkische Konservative handelte, bleibt eine wissenschaftlich fundierte Biographie ein Desiderat.

*Michael Fahlbusch, Basel*



Erwin Bischof: **Honeckers Handschlag. Beziehungen Schweiz–DDR 1960–1990. Demokratie oder Diktatur.** Bern, Interforum, 2010. 333 S.

Wie der Autor des hier zu besprechenden Buchs einleitend bemerkt, richtet er sich an «alle politisch Interessierten, die gerne mehr wissen möchten, wie es damals in den bewegten Jahren der Ost-West-Konfrontation zugegangen ist». Im Fokus stehen dabei die Beziehungen von Schweizerinnen und Schweizern zur DDR. Leitfrage ist, wer «Sympathisant oder gar Kollaborateur eines totalitären Regimes» war, und wer eine «konsequente ablehnende Haltung» gegenüber dem Kommunismus vertrat (S. 7). Bischof, Jahrgang 1940, ist Historiker und war beruflich unter anderem als Diplomat und PR-Berater tätig. Bekannt geworden ist er vor allem als Publizist, der als «Trumpf Buur» das Politgeschehen der Schweiz von einem pointiert rechtsbürgerlichen Standpunkt aus kommentierte.

Lohnt sich die Lektüre des Buchs? Wer das Genre der *chronique scandaleuse* schätzt und gerne Anklageschriften liest, dürfte durchaus auf seine Kosten kommen. So erfährt man beispielsweise über Karl Barth, der, was heute unbestritten ist, die DDR als Diktatur und Unrechtsstaat verkannte, dass sein langjähriger Freund Walter Feurig ein Stasi-Spitzel war und über seine Treffen mit Theologen in der Schweiz sowie über die Feier zum 80. Geburtstag Barths in einem Basler Restaurant an seinen Führungsoffizier berichtete. Ferner wird unter anderem ausgeführt, dass Barth aus Sympathie zur Freien Deutschen Jugend (FDJ) der DDR gerne blaue Hemden trug, oder dass eine schwarze DDR-Limousine vor seinem Haus in Basel vorfuhr und während mehrerer Stunden Meissner Porzellan als Geschenk ablieferte. Nicht unerwähnt bleibt Charlotte von Kirschbaum, Barths «jahrzehntelange Geliebte»: Besser als sie habe niemand um die Einsamkeit gewusst, in welche er im Alter seiner «politischen Irrtümer» wegen geriet. Barths kommunistenfreundliche Haltung, so Bischofs Verdikt, war ein «öffentliches Ärgernis» und ein «beschämendes Fehlverhalten eines hoch gebildeten Theologen» (S. 150).

Nach demselben Muster werden auch die Beziehungen abgehandelt, welche die sozialdemokratischen Partei (SP) und die Partei der Arbeit (PdA) der Schweiz sowie Schriftsteller, Wissenschaftler und Medien zur DDR unterhielten: Beschrieben werden dabei unter anderem das Treffen einer SP-Delegation mit Erich Honecker von 1982, die finanzielle Unterstützung der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands (SED) für die Druckerei der PdA in Genf, die Aktivitäten von in die DDR ausgewanderten Schweizern, die von der Gesellschaft Schweiz-DDR organisierten Reisen und Vorträge von DDR-Vertretern in der Schweiz und von Schweizern in der DDR, oder die Auftritte in Ostberlin von Schweizer Kabarettisten wie Emil Steinberger, dessen kurze Schilderung, wie das dortige Publikum auf sein Programm reagierte, wohlthuend sachlich gehalten und ebenso lesenswert wie aufschlussreich ist. Hingewiesen wird ferner auf den bekannten Schweizer Kommunisten Konrad Farner, dessen politische Ziele in der Errichtung einer «marxistisch-kommunistischen Schweiz ohne Wenn und Aber» bestanden hätten und der deshalb als «Totengräber der bürgerlichen Schweiz» bezeichnet wird (S. 210 ff). Farner hatte enge Verbindungen zur DDR, zählte aber auch prominente Exponenten des Schweizer Bürgertums wie Sigmund Widmer oder Jean-Rodolphe von Salis zum weiten Kreis der Persönlichkeiten, die mit ihm korrespondierten. Selbst die Armee pflegte Kontakte zu Ost-Berlin, wobei die Ausführungen zum 1986 erfolgten mehrtägigen DDR-Besuch einer Schweizer Delegation, die unter der Leitung eines Korpskommandanten stand und der sechs hoch-



rangige Offiziere in Begleitung ihrer Gattinnen angehörten, auffallend knapp gehalten sind und unkommentiert bleiben.

Nicht zu überzeugen vermag Bischofs Buch, wenn man es an seinem Anspruch misst, Anstösse zur Aufarbeitung der Beziehungen zwischen der Schweiz und der DDR zu vermitteln, und Antworten auf die Frage zu geben, warum es zum Fall der Berliner Mauer kam. Dazu wären nebst Stasi-Unterlagen und Akten aus Nachlässen damaliger Akteure aus Ost und West auch Dokumente anderer DDR-Behörden zu untersuchen, und auszuwerten wären ebenfalls bereits publizierte Quellen, wie sie beispielsweise in der Reihe der Diplomatischen Dokumente der Schweiz (DDS) erschienen sind und online eingesehen werden können. Zusätzlich zur Darstellung von Fakten bräuchte es zudem die Herstellung von Bezügen zur neueren internationalen Forschungsliteratur über die Zeit des Kalten Kriegs.

Unzutreffend und irreführend ist sodann die Behauptung, die Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (OSZE) habe mit ihrer Resolution vom 3. Juli 2009 «die Rolle Nazi-Deutschlands und der Sowjetunion beim Ausbruch des Zweiten Weltkriegs auf eine Stufe» gestellt (S. 241). Die Resolution erklärte aus Anlass der Unterzeichnung des Hitler-Stalin-Pakts vor 70 Jahren den 23. August zum Tag der Erinnerung an die Opfer des Stalinismus und des Nazismus. Den Beginn des Zweiten Weltkriegs erwähnt sie nicht, und in einem separaten Punkt anerkennt sie die «uniqueness» des Holocaust.<sup>1</sup> Störend ist es auch, die meist im Zusammenhang mit Okkupationen von Staaten durch Nazi-Deutschland gebrauchten Begriffe des Kollaborateurs und des Widerständlers zur Charakterisierung von Schweizern zu verwenden, die während des Kalten Kriegs Kontakte zur Welt des Kommunismus hatten oder sich als Antikommunisten profilierten.

Das Schlusskapitel endet mit dem umrahmt wiedergegebenen bekannten Zitat von Marx, dass die Revolutionen bisher nur bewiesen hätten, dass sich vieles ändern lässt, «bloss nicht die Menschen» (S. 242). Es drängt sich nachgerade auf, Marx' Diktum auch auf den Verfasser des vorliegenden Buches zu beziehen, der mehr als 20 Jahre nach dem Fall der Mauer offensichtlich nach wie vor unverrückbar dem Denken des strammen Antikommunismus der damaligen Zeit verhaftet bleibt. Bischofs Ausführungen sind vor allem auch ein Zeugnis für diese Art der Weltbetrachtung, und diesbezüglich zumindest ist ihnen nicht abzuspochen, dass sie historisch aussagekräftig sind.

*Benedikt Hauser, Tann*

**Annika Wellmann: Beziehungssex. Medien und Beratung im 20. Jahrhundert.** Köln/Weimar/Wien, Böhlau Verlag, 2012. 299 Seiten, 6 Abbildungen.

Angekommen im 21. Jahrhundert sind Sex und Beratung allgegenwärtig: Spätestens seit den 1970ern Jahren verbreiten sich Beratungsformate aller *couleur* explosionsartig, gleichzeitig ist Sex in populären Medien zum Tagesthema avanciert. Medial inszenierte Sexratgeber sind die Konsequenz dieser Entwicklung. Der Trias von Sex, Medien und Beratung hat sich Annika Wellmann in ihrer Arbeit über die Sexratgeberspalte «Liebe Marta» in der schweizerischen Boulevardzeitung *Blick* verschrieben. Die in Zürich eingereichte Dissertation entstand im Rahmen des interdisziplinären Forschungsprojekts *Ratgeberkommunikation und die mediale Konstruktion des Sexuellen im Blick (1980–1995) und in aktuellen*

1 Vilnius Declaration of the OSCE Parliamentary Assembly and Resolutions Adopted at the Eighteenth Annual Session. Vilnius, 29 June to 3 July 2009, S. 48.



*Internetforen* unter der Leitung von Sabine Maasen (Basel), Alfred Messerli und Philipp Sarasin (beide Zürich). Mit ihrer Arbeit wagt sich Wellmann an eine Forschungslücke, denn Sexratgeberspalten und ihre Medialität sind bislang von der deutschen Geschichtswissenschaft kaum beachtet worden.

Für ihre diskursanalytische Untersuchung hat die Historikerin über 13 000 Briefe und 4 500 Kolumnen sowie persönliche Notizen der Ratgeberautorin Marta Emmenegger sowie Interviews mit dem ehemaligen Chefredaktor und früheren Mitarbeiterinnen ausgewertet. Zwischen 1980 und 1995 schreibt Emmenegger täglich in der Rubrik «Liebe Marta» der Boulevardzeitung *Blick* eine Ratgeberkolumne, in der Liebe, Sex und Partnerschaft öffentlich verhandelt werden. Ausgehend von Michel Foucaults Sexualitätsdispositiv geht es Wellmann um die Frage, wie Sexualität im späten 20. Jahrhundert in populären Medien durch verschiedene positive Mechanismen produziert wird. Sie interessiert sich somit für die Bedingungen, unter denen, und die diskursiven Formationen, in denen Sexualität in der Ratgeberspalte konfiguriert wird.

Das Buch gliedert sich in sieben Kapitel. Die ersten drei Kapitel fokussieren die medialen Produktionsbedingungen der Kolumne: Im ersten Kapitel skizziert Wellmann den medienhistorischen Kontext im *Blick*, der von ökonomischen Interessen geleitet 1980 eine Sexratgeberkolumne lanciert. Die Figur der «Liebe Marta» wird intermedial und durch biographische Konstruktionen als «Sexratgeberin der Nation» (S. 18) inszeniert und institutionalisiert. Spätestens wenn ihre Assistentinnen Ratgesuche in ihrem Stil, mit ihrer Signatur beantworten, wird die «Liebe Marta» zur Marke. Wie die konkreten Ratgesuche bearbeitet, die Kolumne produziert und damit der «Sex im Vorfeld der Publikation im *Blick* konstruiert» (S. 71) wird, behandelt das zweite Kapitel. Die Autorin zeichnet das informative Netzwerk aus Ärzten, Psychologen, Beratungsstellen und Therapeuten nach, das sich Emmenegger aufbaut, um auf die heterogenen Anfragen zu reagieren, und beschreibt, wie sich die «Liebe Marta» verschiedener Kommunikationskanäle bedient: Sie berät in der Kolumne, in Radio- und Fernsehsendungen, Briefen oder persönlichen Gesprächen. Wellmann zeigt nicht nur, wie die Ratgeberin ihren Diskurs archivalisch ordnet, sondern auch, wie das Reden über Liebe, Sex und Partnerschaft in der Kolumne medial organisiert ist: Durch redaktionelle Umschreibung der Briefe wird ein Narrativ produziert, das sich an Beziehungsproblemen mit sexueller Komponente orientiert. Im dritten Kapitel nimmt Wellmann die Medialität der Kolumne, genauer die Produktion einer spezifischen Kommunikationssituation zwischen Kolumne/Zeitung und LeserInnen in den Blick. Die Platzierung der Kolumne auf der «Leserseite», ihre strukturelle und typographische Gestaltung als Brief sowie Paratexte und Porträtbilder der Ratgeberin sollen Vertrauen aufbauen und zur LeserInnenbindung beitragen.

Nach dem dritten Kapitel verschiebt sich die Perspektive von der Produktion der Kolumne hin zur Produktion (sexueller) Normen, die durch diskursive Ein- und Ausschlussverfahren hervorgebracht werden. In Kapitel vier zeigt Wellmann, dass die Ratgeberin auf den in den Ratgesuchen problematisierten und daher immer als verbesserungsfähig konstatierten Sex mit dem «moderne[n] Imperativ der Arbeit an sich selbst» (S. 136) reagiert. Die Ratschläge – Anwendung physischer und psychischer Techniken – sind als Vorschläge formuliert. Dem beratenen Subjekt wird damit Verantwortung auferlegt, ein Selbstbezug hergestellt mit dem Ziel, den Sex zu optimieren. Wellmann kontextualisiert die Ratschläge in der Logik des lebenslangen Lernens. Das in der Kolumne konstruierte Normgefüge



ist der Fokus des fünften Kapitels und der eigentliche Kern von Wellmanns «Liebe Marta»-Lektüre. Paarbeziehungen werden als Norm der Beziehungskonzeption idealisiert. Effekt und Praktik einer guten, heisst partnerschaftlichen Beziehung, so die Kolumne, ist die Kategorie Sex. Sex und Beziehung werden als Einheit, als «Beziehungssex» konzipiert: Die gute Beziehung ist notwendige Bedingung von gutem Sex, umgekehrt dient Sex dem Erhalt der Beziehung. Im Reden der «Lieben Marta» über Sex und Beziehung formiert sie partnerschaftlichen Beziehungssex zur (neuen) Norm. In Anlehnung an Ernesto Laclaus und Chantal Mouffes Verständnis des Sozialen beziehungsweise der Gesellschaft als diskursiv hergestellte skizziert Wellmann im sechsten Kapitel, wie in der Kolumne das Soziale durch Grenzziehungen oder Äquivalenzrelationen produziert und darin der Sex verortet wird. Die Kolumne projiziert den Sex in ein von ihr selbst (re)produziertes Feld des Sozialen, das anhand diskursiver Ein- und Ausschlüsse der (sozialen) Kategorien Geschlecht, Nationalität, Alter, sozioökonomischer Status aber auch von Behinderung und AIDS strukturiert wird. So kommen Menschen mit Behinderungen zwar zur Sprache – werden diskursiv sichtbar – gleichzeitig differenziert sie: Nur Beziehungen mit körperlichen Behinderungen werden thematisiert, geistige Behinderungen bleiben unerwähnt. Wellmann führt dies zurück auf die in der Schweiz bis in die zweite Hälfte des 20. Jahrhunderts vorhandenen Massnahmen zur Verhinderung der Reproduktion von Menschen mit geistiger Beeinträchtigung. Auch in Bezug auf sexuelle Praktiken, Neigungen und Begierden finden sich (diskursive) Ein- und Ausschlussverfahren: Mit Jürgen Links Konzept des flexiblen Normalismus untersucht Wellmann im letzten Kapitel, wie die Kolumne «im Feld der Lüste Normalisierungen» (S. 235) vornimmt. Obwohl die Kolumne seit den 1980er Jahren Bisexualität als «universelles Phänomen» (S. 237) diskursiviert, hält sie an der (ehelichen) Paarbeziehung fest und schreibt damit eine heterosexuelle Normativität fort. Auch sexuelle Praktiken wie Sadomasochismus, Masturbation und Pornographie werden normativ verhandelt, zwischen Möglichem und Pathologischem verortet, immer aber am Beziehungssex gemessen.

Die Arbeit von Annika Wellmann besticht durch Quellensicherheit und bietet für die Sexualitätsgeschichte des 20. Jahrhunderts spannende Anknüpfungspunkte. Ihr Potential liegt sicher in der Herausarbeitung des zentralen Konzepts «Beziehungssex» in der beziehungsweise für die Sexratgeberkommunikation. Wellmann versucht mit den Bereichen Sex, Beratung und Medien ein breites Feld abzudecken: Während ihr das in Bezug auf Sex und Beratung sehr schön gelingt, kommt die medientheoretische Reflexion etwas zu kurz. Obwohl Wellmann in den ersten drei Kapiteln die medialen Produktionsbedingungen der Kolumne verhandelt, versäumt sie es zum Schluss, den Begriff des Beziehungssex', den sie in den nachfolgenden Kapiteln herausarbeitet, nochmals auf seine medientechnische Bedingtheit zu beziehen.

*Lea Bühlmann, Universität Basel*

**Edith Maienfisch: «Das spezifisch frauliche Element...» Die Studentinnen des Technikums Burgdorf. Eine Spurensuche 1892–2002.** Zürich, Lit, 2012. 329 S., Abbildungen., CD-Anhang.

An den Schweizer Gymnasien absolvieren heute mehr Mädchen als Jungen die Matura. Das weibliche Geschlecht hat in den vergangenen Jahrzehnten bildungstechnisch gesehen aufgeholt. Mädchen beziehungsweise Frauen gelten als «Gewinnerinnen der Bildungsoffensive» (S. 13). Nichtsdestotrotz vermerkt Edith Maienfisch in ihrer Einleitung, dass sich in Bezug auf die geschlechtsspezifische



Auswahl der beruflichen Ausbildung (noch) nicht viel verändert habe. Noch immer seien Mädchen beziehungsweise Frauen in den technischen Berufen untervertreten.

In ihrer Lizentiatsarbeit, die anfangs 2008 von der Philosophischen Fakultät der Universität Freiburg/CH angenommen wurde und die 2010 den Preis für Frauen- und Geschlechterforschung erhielt, widmet sich Edith Maienfisch am Beispiel der Studentinnen am Technikum Burgdorf einem Desiderat der schweizerischen Geschichtsforschung, nämlich der Geschichte von Frauen in typischen Männerberufen. Sie behandelt damit eine Thematik, die nicht nur für die Geschlechtergeschichte, sondern auch für die Geschichte der Berufsbildung Relevanz hat.

In ihrer Arbeit über die Frauen am Technikum Burgdorf geht Edith Maienfisch nicht nur den Anfängen des Frauenstudiums per se nach, sondern veranschaulicht gleichzeitig auch Veränderungen und Konstanten in der weiblichen technischen Berufsausbildung im 20. Jahrhundert. Da das Technikum Burgdorf zu den ältesten der Schweizer Technika zählt und dort auch alle der klassischen fünf Studienrichtungen wie Chemie, Architektur, Bauingenieurwesen, Maschinentechnik und Elektrotechnik unterrichtet wurden, wählte die Autorin genau dieses zum Untersuchungsgegenstand. Allerdings beinhaltete diese Fokussierung auf das Technikum Burgdorf auch Hindernisse, die erst während den Quellenarbeiten zutage traten. Das Quellenmaterial erwies sich als wenig ergiebig, die ehemaligen Studentinnen des Technikums tauchten in den wenigen noch vorhandenen Archivmaterialien fast überhaupt nicht auf. Edith Maienfisch behalf sich deshalb damit, die geringe Quellenbasis durch eine halbstrukturierte schriftliche Befragung und durch lebensgeschichtliche Interviews von ehemaligen Studentinnen zu erweitern. Diesen Umständen zum Trotz, gelang es der Autorin in akribischer Kleinstarbeit eine Vielzahl an verschiedensten Quellen zusammenzutragen, die von Schulprotokollen, Jahresberichten und Zeugnissen bis hin zu Nekrologen und privat verfassten Lebenserinnerungen reichen.

Die historische Studie, die mit einem sozialwissenschaftlichen Methodenzugang erweitert wurde, umfasst neben der Einleitung und dem Schlusskapitel drei klar strukturierte Hauptkapitel.

Im ersten Hauptkapitel finden sich theoretische Grundlagen zu Geschlecht und Berufswahl, wobei sich die Autorin dabei an Pierre Bourdieus Habituskonzept anlehnt. Bourdieus Habitus Theorie spricht von der Geschlechterdifferenz als einer gesellschaftlichen Konstruktion und kann der Autorin zufolge dafür verwendet werden, zu veranschaulichen, «dass das Geschlechterverhältnis ein gesellschaftlich konstruiertes Herrschaftsverhältnis ist und die Unterrepräsentanz der Frauen im technischen Feld daraus resultiert» (S. 41). Die fundierte Aufarbeitung des einführenden Theorieteils wird jedoch leider im Fazit nicht stringent wieder aufgenommen. Wohl verdeutlicht Edith Maienfisch auch im Fazit nochmals das Geschlechterverhältnis als «Herrschaftsverhältnis» (S. 269), nimmt dann aber Bourdieus Habituskonzept zur Erklärung und Konkretisierung der «Veränderungen und Kontinuitäten» (S. 269) in den Lebensläufen und beruflichen Wunschvorstellungen der in insgesamt fünf Generationen zusammengefassten Studentinnen (Pionierinnen bis 1930, 1930er und 1940er, 1950er und 1960er, 1970er und 1980er sowie 1990er und später) nicht mehr auf.

Die Hauptkapitel II und III folgen den – zwangsläufig – unterschiedlich gewählten Methodenzugängen. Das zweite Hauptkapitel widmet sich den Anfängen



des Frauenstudiums am Technikum Burgdorf und beleuchtet dementsprechend die Zeit bis 1930. Das knapp 100 Seiten starke Kapitel ist in etwa gleich umfangreich, wie das folgende dritte Hauptkapitel, das sich anhand der halbstrukturierten schriftlichen Befragung den Studentinnen von 1930 bis 2002 widmet.

Grosses Verdienst des zweiten Hauptkapitels sind neben der Schilderung der schwierigen Zulassungsbedingungen für Frauen am Technikum Burgdorf die umfangreich recherchierten und detailgetreu nachgezeichneten Lebensläufe von insgesamt acht Frauen, die als sogenannte «Pionierinnen» (S. 85) am Technikum bezeichnet werden können. Auch wenn diese acht Lebensschilderungen der Autorin zufolge «keine statistisch relevanten Aussagen» (S. 85) erlauben, bieten sie einen überaus interessanten Einblick in das damalige Leben von technisch ambitionierten Frauen und veranschaulichen nicht nur deren Beweggründe zum Studium, sondern auch deren familiäres Umfeld und deren spätere Werdegänge.

Die Lebensverläufe von ehemaligen Studentinnen des Technikums sind auch Grundlage des dritten Hauptkapitels. Von gut 65 Prozent aller ehemaligen Studienanfängerinnen – dies entspricht 153 retournierten Fragebögen – konnten die entsprechenden Daten erhoben und eine Auswertung in den Kategorien «Elternhaus, Schule und Technikinteresse», «Berufslehr- und Studienwahl», «Studienerfahrungen», «Berufsleben» und «Partnerschaft, Mutterschaft, Hausarbeit» vorgenommen werden. Die Ergebnisse sind interessant, zeigen sie doch den langsamen, aber stetigen Wandel in Bezug auf die Vorstellungen von weiblichen und männlichen Berufen und eine in kleinen Schritten voranschreitende zunehmende Toleranz und Akzeptanz von Frauen in Technikberufen, auch wenn diese auch heute noch zu den Exoten zählen. Den statistischen Vergleichen allerdings fehlt manchmal die Aussagekraft, die durch die teilweise kleinen Fallzahlen – beispielsweise drei Architekturstudentinnen von 1950 bis 1969 – bedingt sind. Die dem Buch beigelegte CD enthält einen knapp 100-seitigen tabellarischen Anhang, mit vielen interessanten und weiterführenden Informationen. Allerdings wäre es gut gewesen, für den Anhang wenigstens ein Inhaltsverzeichnis zu erstellen, damit einzelne Interessensschwerpunkte rascher gefunden werden können. Dies wäre Sache des Verlags gewesen.

Alles in allem ist der zweifache methodologische Zugang der Studie Stärke und Schwäche zugleich. Zum einen wirken die Hauptkapitel II und III aufgrund des unterschiedlichen Zugangs etwas 'nebeneinandergestellt' und als Notlösung aufgrund der schwierigen Quellenlage. Zum anderen aber ist gerade dieser unterschiedliche methodologische Zugang äusserst innovativ und bietet einen ungleich breiteren Einblick in das Leben der ehemaligen Studentinnen am Technikum Burgdorf als dies ein rein historischer Zugang vermocht hätte.

*Martina Sochin D'Elia, Bendern (FL)*

**Adrian Knoepfli: Im Zeichen der Sonne: Licht und Schatten über der Alusuisse 1930–2010.** Baden, hier + jetzt, 2010. 317 S., Abbildungen.

Die vorliegende Publikation befasst sich mit einem der grossen, bereits im späten 19. Jahrhundert gegründeten und bald auch in anderen Ländern tätigen Schweizer Industrieunternehmen. Die Alusuisse gehörte zu den weltweit ersten Firmen, die Aluminium auf industrieller Basis produzierten. Der Schwerpunkt dieser Unternehmensgeschichte liegt auf der Entwicklung des Konzerns während der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts, weil für die Zeit davor bereits mehrere Publikationen vorliegen. Im ersten Kapitel des Buches werden die zentralen Er-



gebnisse dieser Forschungsarbeiten für den Zeitraum 1930 bis 1950 knapp wiedergegeben.

Auf dem Hintergrund dieser Vorgeschichte fällt in den folgenden beiden Kapiteln zu den Nachkriegsjahren und der bis Anfang der 1970er Jahre vorherrschenden Hochkonjunktur vor allem auf, wie sehr sich die Bedingungen in diesem Markt verändert hatten, und zwar in verschiedener Hinsicht. Thematisiert werden einerseits neuartige Produktionsverfahren und Verwendungsmöglichkeiten für Aluminium, andererseits die neuen Konkurrenten im Weltmarkt und insbesondere die stark nach Europa drängenden Aluminiumproduzenten in den USA und in der Sowjetunion. Der Anteil der Alusuisse an der weltweiten Aluminiumproduktion ging in der Folge stark zurück, doch das Unternehmen wuchs mittels vertikaler Integration und Diversifikation in neue Märkte und neue Produktionsbereiche. Alusuisse gründete weitere Tochtergesellschaften in verschiedenen europäischen Ländern, expandierte schliesslich in die USA, nach Lateinamerika, Australien und Afrika und stieg in der Schweiz in die Elektrizitätsproduktion ein. Ein in der Folge besonders wichtiger Expansionsschritt war die Übernahme des Chemieunternehmens Lonza. Diese breite, auf Risikoverteilung ausgerichtete Wachstumsstrategie war vorerst durchaus erfolgreich. Deren als «wilde Diversifikation» (S. 108) bezeichnete, auf den Ausbau der Geschäftstätigkeit in den USA ausgerichtete Fortsetzung in den 1970er und 1980er Jahren erwies sich jedoch im nachhinein als gravierende Fehleinschätzung und führte beinahe zum Zusammenbruch des Unternehmens. Hinzu kam, dass die Aufnahme des Handels mit Rohaluminium an der Londoner Rohmetallbörse in den 1970er Jahren das Ende der oligopolistischen Preissetzungsmechanismen einleitete und zu völlig neuen Marktverhältnissen führte.

Der Autor konzentriert sich auf die Entwicklung des Gesamtkonzerns und auf die Frage, welche Strategien die Unternehmensleitung verfolgte, um Wachstum und Rentabilität des Unternehmens zu sichern. Dieser Ansatz ist deshalb besonders aufschlussreich, weil die führenden Entscheidungsträger im Unternehmen, ihre Zielsetzungen und Visionen, ihre Erfolge oder eben auch ihr Scheitern ins Zentrum rücken. Aufgrund der in Unternehmensarchiven zugänglichen Quellen werden beispielsweise nicht nur die tatsächlich realisierten Projekte und deren weitere Entwicklung sondern auch eine Vielzahl geplanter und wieder aufgegebener Expansionsschritte beschrieben. Ebenfalls thematisiert werden die mit der Aluminiumproduktion verbundenen Umweltprobleme und wie lange es dauerte, bis die Fluoremissionen tatsächlich gestoppt und das Recycling als ein lukratives Geschäft und nicht nur als kostspielige Auflage staatlicher Stellen verstanden wurde.

Neben der Entwicklung des Konzerns interessiert stets die Frage, wie sich der Ausbau der Aktivitäten im Ausland auf die Produktionsstandorte in der Schweiz auswirkte. Darstellungen zur Verteilung der Produktion und der Beschäftigten nach Ländern und Regionen zeigen auf, wie sich die Schwerpunkte innerhalb des Konzerns verschoben. Trotz weltweiter Expansion kam dem Standort Schweiz bis in die 1980er Jahre eine zentrale Bedeutung zu: der multinationale Konzern blieb seiner Herkunft in besonderer Weise verpflichtet. Diese Sonderstellung der Schweiz ging jedoch in den 1990er Jahren verloren.

Ab Mitte der 1980er Jahren fehlen Darstellungen zur regionalen Verteilung der Geschäftstätigkeit, vermutlich weil eine klare Zuordnung wegen des raschen und wiederholten Umbaus des gesamten Unternehmens kaum noch möglich war



und auch nicht mehr viel ausgesagt hätte. Nach mehreren Jahren des Aufräumens und der Neuorientierung befand sich der Konzern gegen Ende der 1990er Jahre wieder in einem guten Zustand. Doch der in dieser Phase noch angestrebte industrielle Aufschwung blieb schliesslich aus. In den späten 1990er Jahren übernahmen einheimische Financiers die entscheidenden Positionen im Aktionariat; sie trimmten den Konzern entsprechend ihrer auf die Maximierung des «Shareholder values» ausgerichteten und von den Finanzmärkten forcierten Zielsetzungen. Im Jahr 2000 übernahm die kanadische Firma Alcan, eine langjährige Konkurrentin, die Alusuisse, und wenige Jahre später wurde das Unternehmen an den brasilianischen Bergbaukonzern Rio Tinto verkauft. Wie der Autor im abschliessenden, einen knappen Überblick über Entwicklungen im ersten Jahrzehnt des 21. Jahrhunderts vermittelnden Kapitel festhält, führte dieser erneute Eigentümerwechsel zu einem «Ausverkauf sondergleichen» (S. 294). Ein Teil der von der Alusuisse aufgebauten Industriebetriebe in der Schweiz werden jedoch weiter geführt, allerdings unter anderen Firmennamen.

Dass die Geschichte der Alusuisse bis zur Übernahme durch Alcan überhaupt noch geschrieben werden konnte, ist gemäss Vorwort dem «Projektteam Alusuisse-Geschichte» zu verdanken sowie einer Konzernleitung, die für dieses Anliegen Verständnis hatte und das Projekt finanzierte. Es handelt sich somit um eine Auftragsarbeit, doch im Unterschied zu manchen «Festschriften» entspricht diese Publikation durchaus den Anforderungen an eine nach wissenschaftlichen Kriterien verfassten Unternehmensgeschichte. Die Arbeit orientiert sich an zentralen wirtschaftshistorischen Fragestellungen, stützt sich auf in Firmenarchiven zugängliche Quellen und ist sorgfältig dokumentiert. Mit seiner gehaltvollen Studie vermittelt Adrian Knoepfli wertvolle Einblicke in wirtschaftliche Transformationsprozesse, insbesondere in die einschneidenden Umwälzungen der 1990er Jahre, ein Zeitraum zu dem – wegen der üblichen Sperrfristen für den Archivzugang – kaum unternehmensgeschichtliche Studien verfügbar sind. Nicht nur die Alusuisse, auch andere Schweizer Traditionsunternehmen verloren in diesem Jahrzehnt ihre internationale Wettbewerbsfähigkeit. Sie fusionierten mit ausländischen Konzernen oder wurden von im Weltmarkt besser platzierten ausländischen Unternehmen übernommen. Die wechselvolle Geschichte der Alusuisse weist somit, trotz mancher Besonderheiten, auffallende Parallelen zur Entwicklung anderer Schweizer Unternehmen auf. Das Buch von Adrian Knoepfli ist ein wichtiger Beitrag zur schweizerischen Unternehmensgeschichte und zur Geschichte der internationalen Verflechtung der schweizerischen Wirtschaft. *Margrit Müller, Zürich*



Caspar Hirschi: **The Origins of Nationalism. An Alternative History from Ancient Rome to Early Modern Germany.** Cambridge, Cambridge University Press, 2012. 241 S., 14 Abbildungen.

In seinem neuen Buch, einem thematisch ausgeweiteten Destillat seiner Dissertation von 2005, durchbricht Caspar Hirschi auf anregende und provozierende Weise die Grenzen historiographischer Genres und vereinigt konzeptionelle Diskussion mit genealogischer Diskursanalyse. Er geht dabei zuerst von den gängigen Definitionen von Nationalismus aus, wie sie von Historikern der Moderne erarbeitet wurden, und führt diese, ohne ihre Meriten zu verkennen, mindestens teilweise ad absurdum. Während er Benedict Andersons Begriff der *imagined communities* prinzipiell gutheisst, bemängelt er dessen heuristischen Nutzen für die Definition der besonderen Gemeinschaft Nation, denn wenn – wie Anderson selbst festhält – nahezu jede Gemeinschaft eine imaginierte ist, dann tendiert die Erklärungskraft der Gleichung «Nation = imagined community» gegen Null (S. 25). Ebenso pointiert verfährt Hirschi mit Eric Hobsbawms Traditionsbegriff («which leads to the paradoxical solution that ‘tradition’ is atypical of ‘traditional societies’»; S. 30) und Ernest Gellners funktionalistischem Verständnis von Nationalismus («Functions do not have much to say about causes: it does not rain because plants need water.»; S. 25).

Hirschi ist aber den genannten Ansätzen insofern verbunden, als auch er selbst einem konstruktivistischen Verständnis von Nationalismus verpflichtet ist, diesen aber nicht erst in der Moderne, sondern bereits in der Frühneuzeit keimen sieht. Doch auch dieser frühneuzeitliche Nationalismus kommt nicht aus dem Nichts, sondern nährt sich seinerseits aus spätantiker und mittelalterlicher Theologie und aus der Begrifflichkeit antiker römischer Staatlichkeit. Nationalismus ist demnach nichts anderes als die Fortsetzung des Römischen Reiches mit anderen, nämlich rhetorischen Mitteln: Das machtpolitisch fragmentierte Europa einerseits und die philologisch-humanistische Rezeption klassischer lateinischer Schriftsteller andererseits bewirkten, dass eine übergreifende Rede von Vaterland (*patria*) gedeihen konnte, dieses Vaterland aber in jedem Machtzentrum mit dem je eigenen Herrschaftsbereich konnotiert wurde. Die Spannung zwischen einem monistischen, europaweiten, von der Goldenen Latinität geprägten Humanismus und einem Pluralismus der politisch-militärischen Macht entlud sich in der Schöpfung des Nationalismus, der universalen und partikularen Bedürfnissen gleichermaßen gerecht werden konnte. Die Universalität des Nationalismus liegt darin begründet, dass allen Mitspielern, also allen Nationen, gattungsmässige Gleichheit zugestanden wird. Hingegen ist er dahingehend partikular, dass er für die je eigene Nation einen Sonderstatus impliziert. Im Gegensatz zum Reich konnte es Nationen nur im Plural geben, doch jede einzelne konzipierte sich als Römisches Reich en miniature. Es braucht nicht viel Phantasie, um zu ahnen, dass diese Kombination von Gleichheit bei gleichzeitigem Anspruch auf Auszeichnung das Potential zu einem nicht selten mörderischen Wettkampf unter den Nationen barg, von denen sich jede als *prima inter pares* begriff.

Diese Entwicklung stellt Hirschi, uns von Cicero über Petrarca und Hutten bis zu Montesquieu führend, in einem diachronen Parforceritt dar, wie er in wissenschaftlicher Prosa selten ist: Diszipliniert diskutiert Hirschi die geschickt ausgewählten und oft ausführlich zitierten Quellen, wobei er mit Nonchalance antike



Münzen, mittelalterliche Buchmalerei und barocke Drucke heranzieht, wenn auch das Gewicht auf humanistischen Schriften des 15. und 16. Jahrhunderts liegt, die mit philologischer Expertise analysiert werden. Als entscheidendes Moment arbeitet er die Ereignisse am Konzil von Konstanz heraus, wo die bis anhin konkret begriffenen *nationes* erstmals abstrahiert und ihre Mitglieder erstmals als Repräsentanten gedeutet wurden, die mit der Nation auch deren Ehre vergegenwärtigen und verteidigen mussten.

Will man etwas monieren an diesem Buch so sind es zwei grobe Vereinfachungen: Erstens wird Forschung, die den Nationalismus nicht erst mit der Moderne beginnen lässt (etwa schon 1982: Armstrong, *Nations before Nationalism*) gänzlich übergangen. Zweitens wird – für einen englisch schreibenden Schweizer erstaunlich – Luther allzu umstandslos mit der Reformation gleichgesetzt. Eine Berücksichtigung der reformierten Ökumene mit ihrer multipolaren Katholizität hätte, ohne Hirschs übergeordnete These zu tangieren, seine Darstellung des Konfessionalismus als prinzipiell dem Nationalismus entgegenwirkende Kraft revidiert. Doch vielleicht sind diese Lücken der Preis für ein solch knappes und kurzweiliges Buch, in dem einem alles irgendwie altbekannt und gleichzeitig gänzlich neu entgegentritt.

*Sundar Henny, Basel*

Hans Ulrich Gumbrecht: **Unsere breite Gegenwart.** Berlin, Suhrkamp, 2010. 143 S.

Was bedeutet es für das Schreiben von Geschichte, wenn Unterlagen auf dem Bildschirm sofort, mit einem Klick, präsent, also im Grunde ständig vorhanden sind? Wolfgang Schmale hat sich diese Frage gestellt. Ein anderer, den die Dimension «Präsenz» schon seit längerem beschäftigt, ist Hans Ulrich Gumbrecht. Er schreibt, schon lange darauf hingewiesen zu haben, dass «die Dinge der Welt eine Dimension der Präsenz» haben. Präsenz, das heisst räumliche Nähe und Substanz. Gumbrecht hat diese Idee in seinem Buch *In 1926: Living at the Edge of Time* entfaltet, dem Versuch, mit einem Geflecht von kurzen, aufeinander verweisenden Texten zu Alltagsphänomenen das Gefühl zu vermitteln, im Jahr 1926 zu sein.

Gumbrecht verfolgt seine Idee in der Tradition der Kulturkritik, die «den Verlust von Dinglichkeit» bedauert. Seine These lautet: seit 50 Jahren löst eine neue «Zeitkonfiguration» das im 19. Jahrhundert entstandene «historische Denken» ab. Gumbrecht beschreibt diesen (veralteten) *Chronotop* in folgenden Perspektiven: a) Im «historischen Denken» bewegt sich der Mensch auf einer linearen Zeitachse, in der die Zeit das «absolute Agens der Veränderung» ist. b) Auf seinem Weg durch die Zeithorizonte hinterlässt er ständig Vergangenheit hinter sich. So erscheint die Zukunft als ein offener Horizont von Möglichkeiten. c) Zwischen Vergangenheit und Zukunft ist die Gegenwart ein Moment des Übergangs. Dieser kurze Übergang war das «epistemologische Habitat» des modernen Menschen: Er handelte, in dem er aufgrund seiner Erfahrung aus den Möglichkeiten der Zukunft auswählte.

Dieser *Chronotop* ist gemäss Gumbrecht also *passé*: Die Zukunft sei kein offener Horizont von Möglichkeiten mehr, die Vergangenheit wolle nicht (mehr) vergehen und die Gegenwart mit ihren Gleichzeitigkeiten werde immer breiter. Eine der Grundbedingungen für diese Entwicklung: die Globalisierung. In ihr ist der Austausch von Informationen von physischen Orten abgekoppelt. Eine neue Vorstellung von Zeit als Grundbedingung für die Bildung von Erfahrung scheint sich also, gemäss Gumbrecht, festzusetzen. Wir würden nun von Erinnerungen aus der Vergangenheit überflutet. Gleichzeitig bewegen wir uns in immer mehr All-



tagswelten und Netzwerken. Wir sind von einem Repertoire aus Zeichen und Strukturen umgeben, die der technologischen Kommunikation entstammen. Diese «Hyperkommunikation» zerfresse die Gestalt, die wir bislang unserem Alltag gegeben haben. Die Struktur und Spannung, die vom existentiellen Gegensatz zwischen Gegenwart und Abwesenheit gelebt hat, werde aufgelöst. Gumbrecht bestreitet, dass virtuelle Debatten in sozialen Medien neue gute Ideen hervorbringen. Der Grund: Erst die physische Anwesenheit ermögliche wirklichen argumentativen Widerstand, der in wechselseitige Inspiration umschlagen könne.

Ist Hans Ulrich Gumbrechts Kritik am Verschwinden der Zukunft einfach nur melancholisch? Nein, nicht nur. Die Diagnose von der «Verbreiterung der Gegenwart» scheint plausibel: Die Gegenwart ist nicht mehr das Messer, das ein Stück Zukunft abschneidet und der Vergangenheit zuweist. Gumbrechts Essay verweist luzide auf aktuelle Fragen, die sich besonders auch der Geschichtswissenschaft stellen. Die ständige Verfügbarkeit von Informationen wird das «historische Denken» und damit auch das Handwerk der Historiker massiv verändern.

Zugespitzt lautet die «Anamnese» zum Schreiben von Geschichte in Anlehnung an Gumbrecht wie folgt: Informationen werden nicht mehr über Intermediäre vermittelt, sondern direkt von den Produzenten an die Konsumenten kommuniziert. Die Kontextualisierung für die interessierte Fachöffentlichkeit übernehmen zeitnah Journalisten und die Inszenierung für die Kulturöffentlichkeit zeitversetzt Kuratoren. Für historisches Arbeiten nach alter Schule bleibt in diesem Modell kaum noch Raum.

Aber es gibt Gegenbeispiele: Eines davon stammt von Gumbrecht selber und ist das schon erwähnte Text-Experiment «In 1926». Ein anderes stammt von Andreas Wirsching, dem Direktor des Münchner Instituts für Zeitgeschichte, der schon jetzt «ein Standardwerk zur Geschichte Europas seit 1989» vorgelegt habe. Die *Neue Zürcher Zeitung* untermauert diese ihre Bewertung mit der Einschätzung, dass Wirsching «keine Angst vor der Aktualität» und mit seinem Wagnis deshalb viel gewonnen habe: «ein Meisterstück europäischer Zeitgeschichtsschreibung» nämlich. Und wie hat er das geschafft? Wirsching hat nicht vornehm das Ablaufen von Sperrfristen abgewartet, sondern aus «scheinbar grenzenlosen Mengen» von öffentlichen amtlichen Dokumenten, Presseartikeln und wissenschaftlichen Analysen geschöpft.

Es gibt also Hoffnung für das Schreiben von Geschichte. Die Historiker werden ihr Geschäftsmodell aber wohl ändern müssen. Insofern könnte *Digital History*, wie sie Wolfgang Schmale beschrieben hat, ein Teil der Lösung vom Problem sein, das wir uns selber geschaffen haben. *Guido Koller, Biel/Bienne*

Dionigi Albera: **Au fil des générations. Terre, pouvoir et parenté dans l'Europe alpine (XIV<sup>e</sup>–XX<sup>e</sup> siècles).** Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2011 (coll: La pierre et l'écrit).

C'est indiscutablement un livre utile que nous propose Dionigi Albera, directeur de recherche au CNRS et depuis des années auteur qui s'est intéressé de près à l'histoire et à l'anthropologie alpine ainsi qu'à l'histoire de la famille. Ouvrage utile parce qu'il résume avec une compétence exquise l'état de la recherche dans le domaine de la famille alpine, en présentant et commentant un vaste faisceau d'études écrites dans des langues différentes, réalisées dans plusieurs pays et souvent difficilement accessibles. Mais utile aussi, parce qu'il propose une tentative de synthèse des innombrables monographies parues – depuis plus d'un siècle – sur



les différentes régions alpines. Un autre mérite indiscutable de l'étude consiste dans le fait que l'auteur est parfaitement à l'aise dans la tradition anthropologique ainsi que dans le domaine historique, faisant preuve d'une connaissance remarquable des débats dans les deux disciplines.

*Terre, pouvoir et parenté dans l'Europe alpine* – annonce le sous-titre de l'ouvrage: par ces thèmes, Albera reprend et développe des enjeux centraux dans les recherches d'histoire des Alpes des dernières décennies. Une branche de la recherche qui a énormément progressé depuis les années 70 du XX<sup>e</sup> siècle, ouvrant ainsi de nouveaux chantiers et de nouvelles perspectives, mais dont les résultats peuvent encore apparaître fragmentaires, en partie même contradictoires et en tout cas extrêmement difficiles à interpréter. Dans cette perspective, l'auteur formule aussi quelques critiques à peine voilées à l'adresse des approches micro-historiques en vogue depuis les années 1980. Si la micro-histoire a d'un côté enrichi nos connaissances sur les sociétés alpines, de l'autre elle ne s'est pas beaucoup préoccupée, selon Albera, des possibilités de généralisation des résultats et donc d'une synthèse de la recherche sectorielle, ne serait-ce que partielle.

Il faudra revenir sur ce point parce que, s'il soulève un problème bien réel, il tend à confondre fatalement la micro-histoire avec l'histoire locale ou des monographies anthropologiques et historiques conventionnelles, qui souvent s'intéressent à une seule communauté ou à une région bien délimitée.

Mais procédons dans l'ordre. Dans le premier chapitre, l'auteur nous propose un aperçu sur «les recherches sur l'histoire de la famille et de la parenté en Europe»: un résumé personnel et stimulant, qui anticipe déjà l'orientation méthodologique du volume et son ambition d'établir des catégories d'interprétation générales, bien que «contextuelles et dynamiques». Le texte pose toutefois un problème, dans la mesure où il sous-estime la remise en cause des catégories traditionnelles de l'histoire de la famille par les nouvelles approches basées plutôt sur l'étude de la parenté élargie. Si Albera connaît bien les études dans ce domaine, qu'il commente et reprend en partie (notamment pp. 41–53), il n'en retient pas – à mon sens – toutes les conséquences méthodologiques et théoriques, en termes de remise en cause des catégories d'interprétation de l'histoire de la famille: l'analyse de la parenté requiert en effet des instruments d'enquête très différents, parce qu'elle se situe dans la pratique à une échelle d'observation différente. J'y reviendrai.

Dans le deuxième chapitre, l'auteur prend décidément position «pour un comparatisme renouvelé», en soulignant à nouveau la nécessité d'approches plus générales, mais au nom d'une comparaison «dense, contextuelle, réflexive et contrôlée» (p. 53), qui tienne donc compte de la diversité des contextes et des conditions historiques, ainsi que des évolutions dans le temps.

Dans la suite du volume, Albera nous propose un ample panorama des études anthropologiques et historiques sur la région alpine – en commençant par les travaux classiques de John Cole et Eric Wolf sur les Alpes italiennes, de Robert Netting et d'autres anthropologues sur le Valais suisse, comparé à des études de l'auteur sur une vallée piémontaise.

Une première synthèse des résultats est proposée dans le chapitre XVIII, dans lequel l'auteur propose une typologie des systèmes familiaux alpins basée sur trois grands idéaltypes – selon la définition wébérienne bien connue. En ce sens l'auteur distingue un «type Bauer», caractéristique des Alpes orientales d'Autriche et de Slovénie, un «type bourgeois», diffusé surtout dans les cantons suisses des



Grisons et du Valais, et un «type agnatique», qui caractérise notamment le versant méridional, des Alpes italiennes au Tessin jusqu'à la Savoie.

Le type Bauer se base selon Albera sur l'élection d'un héritier unique et la continuité de la ferme, ou de la propriété: un système inégalitaire et hiérarchique, qui se distingue aussi par des contacts limités dans la parenté élargie mais par un rôle important de la communauté politique et d'une série d'organisations formelles. Le type bourgeois représente un peu l'opposé de la première catégorie, se basant sur une tendance à une répartition égalitaire de l'héritage – les femmes participant aussi à la succession; le modèle bourgeois se caractérise aussi par une structuration bilatérale de la parenté et par des rapports plutôt intenses avec la parentèle.

Le type agnatique peut être vu comme une étape intermédiaire, privilégiant une répartition égalitaire de l'héritage parmi les héritiers mâles, et en posant la ligne masculine comme dominante dans les relations avec les parents.

Cette typologie est sans doute utile pour une première classification des résultats provenant de régions différentes. Un point positif réside dans le fait que l'auteur ne considère pas uniquement les systèmes de dévolution des biens, mais une série de variables telles que l'habitat, la résidence, la stratification économique et sociale, les relations au-delà de la sphère domestique ainsi que des caractéristiques secondaires, comme les modalités d'équilibre entre population et ressources (pp. 152–155).

Conscient des limites d'une typologie idéale et statique, Albera ne se contente pourtant pas de ces catégories d'interprétation: dans la deuxième partie du volume il revient sur les différents systèmes pour en étudier la genèse, l'évolution dans le temps et l'adaptation à des contextes historiques ou politiques différents. C'est, à mon sens, l'une des parties les plus intéressantes et stimulantes de l'ouvrage. Dans un parcours au travers de plusieurs thèmes, mais toujours avec une attention particulière aux structures familiales, aux systèmes de transmission de la terre et de la propriété, Albera analyse par la suite les spécificités des différents secteurs des Alpes mises en lumière par les études locales.

L'analyse historique du processus de gestation et de différenciation des trois modèles est particulièrement intéressante: dans sa reconstruction, l'auteur fait en effet intervenir des facteurs qui ont été rarement étudiés de façon systématique, en soulignant l'influence de l'Etat moderne et la relation entre appareil étatique, communautés alpines et familles ou «maisons», ainsi que l'impact de différentes codifications juridiques.

Considérant l'ampleur de l'étude, la complexité des approches et des thèmes abordés, une série de critiques de détails pourraient évidemment être formulées; elles ne saisiraient toutefois pas l'essence du travail d'Albera, qui dans sa démarche se montre le plus souvent hautement conscient des difficultés de l'entreprise et s'efforce de nuancer ses résultats, en pleine connaissance des principaux débats méthodologiques.

À un niveau plus fondamental, je soulèverais surtout deux critiques qui me semblent être importantes dans le débat actuel sur l'histoire de la famille et de la parenté.

La première concerne l'appréciation de l'apport de la micro-histoire: je crois qu'en assimilant toutes les approches locales, difficilement comparables, à une véritable démarche micro-historique, Albera est victime d'un malentendu. Car dans la philosophie de la micro-histoire, le but de l'enquête locale n'est pas d'étudier



un village ou une vallée en soi, mais précisément de percevoir à une échelle réduite des phénomènes généraux qui échappent à une observation plus distanciée. Lorsque Carlo Ginzburg étudiait la pensée d'un petit meunier du Frioul du XVI<sup>e</sup> siècle, son horizon n'était pas le meunier, ou son village; c'était la richesse, insoupçonnée jusqu'alors, de la vie culturelle des classes populaires, l'importance de la circulation des livres et des idées dans ces couches rurales. Et lorsque Giovanni Levi étudiait des «fronts parentaux» dans de petites communautés piémontaises, son objectif n'était pas la formalisation de certaines structures de parenté, mais la mise en exergue de l'importance sociale des solidarités parentales, contre une tradition qui avait souligné pendant des décennies la primauté de la famille nucléaire. Le résultat essentiel – et parfaitement généralisable – n'était donc pas une certaine structure parentale, mais un certain usage social et économique de la parenté.

Or, le point saillant leur est que les structures de la parenté, mais surtout importance sociale, ne sont perceptibles qu'à un niveau micro-analytique: leur étude approfondie dans le passé requiert des reconstructions généalogiques très longues et difficiles, qui dans la pratique ne sont envisageables que pour des communautés de taille réduite. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'importance des rapports parentaux a longtemps échappé aux historiens de la famille, concentrés sur des sources sérielles qui permettaient une démarche quantitative et formelle.

Cette difficulté – avec ses conséquences – est quelque peu sous-estimée dans le livre d'Albera: l'auteur s'efforce, dans son analyse, d'aller au-delà de la sphère domestique pour considérer les rapports avec la parenté, mais ses conclusions se basent souvent sur les observations d'anthropologues du XX<sup>e</sup> siècle et non – faute de travaux dans ce domaine – sur des reconstructions systématiques.

Mais un autre point est probablement plus important: l'assimilation dans l'interprétation de l'auteur – comme d'ailleurs dans une grande partie de la recherche plus ou moins récente – entre les structures formelles de construction de la parenté et l'importance sociale de celle-ci, c'est-à-dire le rôle concret que les parents jouent dans la vie sociale des individus ainsi que dans l'organisation de la société. Comme la plupart des auteurs, Albera tend à déduire l'importance de la parenté, de la structure des liens d'alliance et de descendance: en simplifiant un petit peu, dans le type Bauer la dévolution suit un modèle dynastique, *donc* seule la descendance est importante, la parenté élargie n'étant pas très influente du point de vue social. Au contraire, dans le type bourgeois, la succession est bilatérale, *donc* les rapports avec les parents bilatéraux sont importants.

Je crois qu'il s'agit d'une confusion: l'étude classique de P. Lamaison et E. Claverie sur le Gévaudan montre par exemple que dans un système qui privilège un héritier unique, semblable au «type bourgeois» décrit par Albera, la parenté joue un rôle fondamental comme régulateur des équilibres, des solidarités et de conflits entre des maisons qui sont en forte concurrence les unes avec les autres. Dans une autre perspective, dans le contexte «bourgeois» du Valais occidental, nous pouvons observer entre le XVI<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle une réorientation essentielle des «usages» sociaux des parents, sans que les structures portantes de l'alliance et de la dévolution des terres changent de façon sensible.

Je crois qu'il s'agit d'un point très important pour avancer dans les études sur la parenté: les structures formelles et les modèles de dévolution influencent certainement les usages de la parenté dans la vie sociale, mais elles ne les déterminent pas de façon automatique. Il s'agit de deux niveaux différents. Or, pour comprendre les articulations sociales de la parenté, son «action» concrète, les ap-



proches «micro», contextualisées, restent incontournables. Il est vrai, par contre, que les auteur-e-s des enquêtes locales devraient s'efforcer de formaliser leurs résultats de façon à les rendre comparables.

Une dernière remarque: en ce qui concerne les usages sociaux de la parenté, une variable intéressante est représentée par la parenté spirituelle, c'est-à-dire par les rapports entre parrains ou marraines et leurs filleul-e-s. Ce rapport social très important, et universel dans les sociétés européennes, nous donne des informations déterminantes sur la «parenté active», c'est-à-dire sur les parents qui sont effectivement des proches de la famille du baptisé, et ceux qui ne le sont pas, ainsi que sur des solidarités influentes en dehors de la sphère domestique et parentale. La «parenté active» (ou «parenté usuelle» selon Bourdieu) est celle qui compte dans la vie des individus et donc dans l'organisation de la société, alors que d'autres secteurs de la parentèle peuvent être plus «passifs» et n'avoir aucune influence concrète. Les études dans ce domaine se sont sensiblement développées pendant les dernières années, mais cet aspect n'a pas vraiment été considéré par Albera.

En conclusion, les remarques précédentes montrent que le grand effort de systématisation et de synthèse de Dionigi Albera constitue une excellente base de départ pour des discussions qui pourront faire avancer sensiblement les études sur les Alpes, sur l'histoire de la parenté et des sociétés rurales. Il s'agit donc d'une lecture stimulante – outre qu'utile – à conseiller sans hésitations non seulement aux spécialistes d'histoire des Alpes, mais à toutes les personnes intéressées par l'histoire.

*Sandro Guzzi-Heeb, Université de Lausanne*

Jacques Pous: **De Gandhi à Fanon, un religieux face à la guerre d'Algérie**. Villeurbanne, Editions Golias, 2012, 298 p.

Il y a cinquante ans, les accords d'Evian mettaient fin à la guerre d'Algérie (1962). A cette occasion, on a reparlé de l'engagement des jeunes Français qui refusèrent d'obéir aux ordres de mobilisation. L'un d'eux, Jacques Pous, qui vit aujourd'hui à Genève, a décidé de témoigner de son engagement anticolonialiste. Pour ce faire, il a consulté sa mémoire, mais aussi une série de documents en sa possession, liés notamment à «Jeune Résistance», un mouvement qui regroupait certains réfractaires et facilitait leur passage dans la clandestinité.

Le cas de Jacques Pous est particulier car il ne se limite pas à l'expression d'une volonté antimilitariste; il n'est pas non plus un objecteur de conscience. Sa décision est le résultat d'un long processus qu'il nous décrit dans tous ses détails, en le liant à ce qui fut le grand engagement de sa jeunesse: son adhésion à la «Fraternité Charles de Foucauld», une confrérie catholique dont les membres avaient à cœur de vivre leur engagement «au cœur des masses».

Né en 1935 à Toulouse, Jacques Pous souligne plusieurs aspects de ce qu'il appelle ses «racines». Dans le milieu populaire où il a grandi, on était partisan du Maréchal Pétain. Sa mère était une catholique convaincue, mais d'un catholicisme ouvert aux réalités sociales. C'est ce climat de conviction sincère qui explique que Jacques fait ses études d'abord au Petit Séminaire puis, à Paris, au Grand Séminaire des Missions étrangères. Brillant élève, il obtient un «baccalauréat de philosophie scolastique» à l'Institut catholique, qui aurait pu lui ouvrir les portes de l'Université grégorienne de Rome. Mais sa vocation est toute franciscaine: d'où son choix de la Fraternité Charles de Foucauld. Après une période de noviciat, il prononce ses vœux (1957), et part pour le Sri Lanka, où il partagera la vie d'un petit groupe de religieux. Missionnaires? En cette période de décolonisation (le



Sri Lanka est indépendant depuis 1948), il ne s'agit plus de faire du prosélytisme, mais de partager la vie des gens les plus simples – si possible en exerçant un métier –, en essayant de comprendre leur genre de vie, leurs croyances et leurs rites. L'auteur nous livre ici – outre un récit parfois picaresque de ses tribulations de jeune Occidental confronté aux réalités du « tiers monde » – un passionnant reportage sur ce qu'était le Sri Lanka à l'époque où l'écrivain genevois Nicolas Bouvier y fit un séjour – d'un genre bien différent il est vrai. Sur la condition des Tamouls amenés dans l'île pour la récolte du thé, il a des pages d'une rare acuité. A cette occasion, notre religieux comprend peu à peu la réalité du « système » colonial, et il s'aperçoit que ses confrères ne partagent guère son indignation.

C'est ici que se situe (au bout de trois ans) le retour de Pous en France. Appelé à faire son service militaire en Algérie, il n'ignore pas ce qui s'y passe exactement. Il n'a pas l'intention de répondre à son ordre de marche, et s'en ouvre à ses supérieurs. L'Eglise n'est pas indifférente à la réalité de la « sale guerre ». Certains aumôniers ont protesté courageusement contre la pratique de la torture. Les soldats « chrétiens » doivent s'efforcer d'être fidèles à leurs principes, mais il n'est pas question de rompre avec l'obligation de servir. Aussi bien le supérieur de Jacques lui enjoint de déférer à son ordre de mobilisation, en lui rappelant qu'il a prononcé des vœux d'obéissance... Le petit frère ne peut s'y résoudre. Il rompt avec la légalité. « Jeune Résistance » l'aide à se cacher, puis à passer en Allemagne. Il se rend ensuite à Tunis, où il se met au service du FLN. On lui confie des tâches d'enseignement, à vrai dire subalternes. Tout en étant sans concession sur les responsabilités de l'Etat français, Pous reconnaît que les méthodes de gouvernement du FLN n'avaient rien de démocratique. Contrairement à d'autres réfractaires qui, après le cessez-le-feu, iront travailler en Algérie au service de la Révolution, il revient en Europe. Comme il ne peut retourner en France – il est sous le coup d'une condamnation pour désertion –, il s'installe à Genève, où il est aidé par les groupes qui avaient contribué à la lutte du FLN. Il y accomplit des études « laïques », à la Faculté des lettres, et devient professeur d'histoire dans l'enseignement secondaire.

Il n'a pas oublié son engagement anticolonialiste. Dans les archives cantonales, il découvre l'existence des Suisses qui avaient créé une compagnie pour développer des activités coloniales en Algérie. Parmi eux, un certain Henry Dunant. D'où le titre du livre qu'il consacra à cet épisode peu connu de la contribution suisse à l'exploitation du « tiers monde »: *Henry Dunant l'Algérien* (Genève, Grounauer, 1979).

L'auteur a également publié un autre livre, où il renoue avec le thème de ses premières études: *La tentation totalitaire, Essai sur les totalitarismes de la transcendance* (Paris, l'Harmattan, 2009). Le monothéisme est au centre du débat, mais c'est pour lui reprocher d'avoir alimenté la violence des hommes au lieu de la combattre. Un ouvrage de 508 pages, qu'il n'est pas question de discuter ici, mais qui impressionne par l'étendue de son information sur les trois religions du Livre. On y trouvera, en théorie, ce qui apparaît en pratique dans *De Gandhi à Fanon*. Chez Jacques Pous, l'analyse philosophique débouche sur l'engagement politique. Un engagement où l'individu ne peut s'en remettre à un code préétabli. Il ne peut échapper au choix qui lui est demandé, et qu'il est seul à pouvoir assumer.

*Luc Weibel, Genève*